

# INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 279  
9 janvier 1989

## ETAT ESPAGNOL

La grève  
générale

MEXIQUE  
Le parti  
de Cardenas

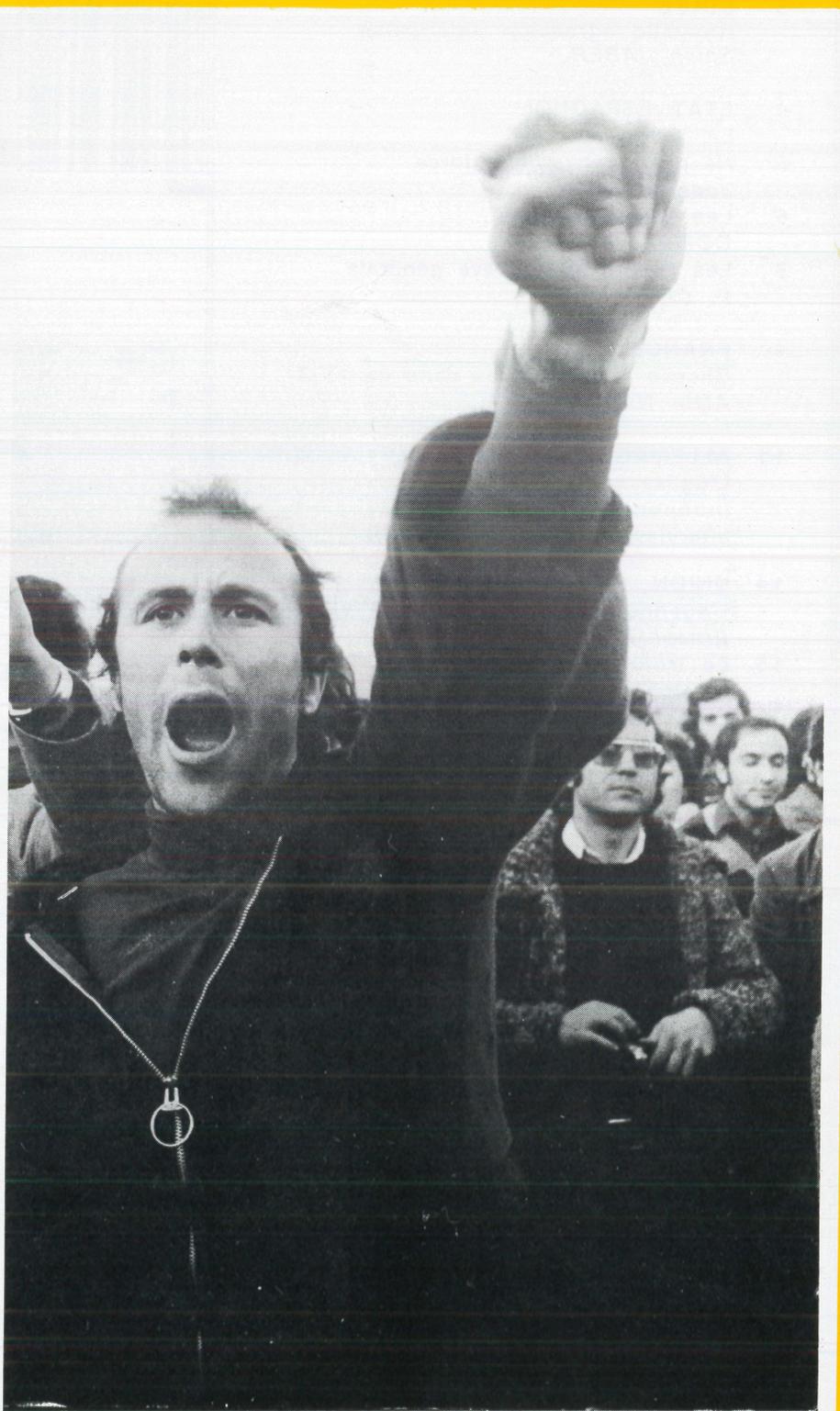


ZIMBABWE  
La fin  
des illusions

PORTUGAL  
Congrès du PC

LIBYE  
Nouvelle attaque  
américaine

15 FF - 4 FS - 85 FB



# INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC) .

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

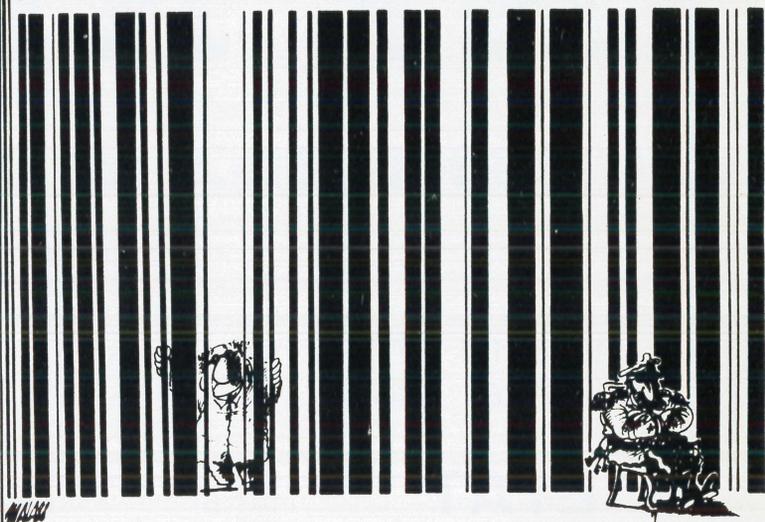
Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

## SOMMAIRE DU NUMERO 279 Du 9 janvier 1989

- 3 LIBYE  
Nouvelle agression américaine  
*Salah JABER*
- 4 ETAT ESPAGNOL  
La grève générale
- 5 Ne pas gâcher cette force  
*Joaquin NIETO*
- 6 Les jours suivants...  
*COMBATE*
- 8 Les jeunes et la grève générale  
*F. CRUELLS*
- 9 FRANCE  
Chasse aux sorcières dans la CFDT  
*Alain NAZIER*
- 11 ALLEMAGNE DE L'EST  
L'Eglise et les mouvements indépendants  
Interview de *Werner FISCHER*
- 14 UNION SOVIETIQUE  
L'agence *Novosti* retourne sa veste  
*Ernest MANDEL*
- 15 Le trotskysme moderne, idéologie et pratique  
*DOCUMENT*
- 17 ZIMBABWE  
La fin des illusions  
*John WEBSTER*
- 21 MEXIQUE  
Cardenas fonde son parti  
*Sergio RODRIGUEZ*
- 25 PORTUGAL  
Le congrès du Parti communiste  
*Francisco LOUÇA*
- EN BREF...**
- 27 PORTUGAL : Congrès du PSR ;  
AFRIQUE DU SUD : Mayekiso libéré ;  
TURQUIE : Saisie de *Yeniyol* ; ISRAEL :  
Aidez les *refuzniks*
- 28 MEXIQUE  
Un militant du PRT enlevé  
*DOCUMENT*

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat



## ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune .....

Code postal..... Pays.....

Abonnement  Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.  
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.  
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :  
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :  
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :  
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :  
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :  
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :  
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire  
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -  
Tél : 45.32.06.23

# Nouvelle agression américaine

**"L'EMPIRE DU MAL" a frappé de nouveau : moins de deux ans après le raid meurtrier de l'aviation américaine contre la Libye en avril 1986, raid qui succédait à une série de provocations militaires de l'US Navy contre ce pays de moins de trois millions d'habitants, la première armée impérialiste mondiale a récidivé. Le 4 janvier dernier, deux chasseurs appartenant à la flotte américaine croisant en Méditerranée orientale ont abattu deux chasseurs libyens à quelques kilomètres des côtes de leur pays.**

Salah JABER

**C**ET INCIDENT que Washington s'est empressé de déclarer "clos" — attitude pour le moins désinvolte — n'était aucunement fortuit. Tout indique, au contraire, qu'il était prémédité ; de fait, il était même prévisible et prévu. En effet, alors que Moammar Kadhafi n'a jamais cessé de figurer en tête de liste des "ennemis publics" de Ronald Reagan et des médias américains, la CIA a lancé depuis octobre dernier une campagne d'agitation contre la Libye, préparant manifestement l'opinion publique américaine et mondiale à une nouvelle agression contre ce pays.

## L'usine d'armes chimiques

William Webster, le directeur de l'Agence dont le palmarès d'actions humanitaires et la profondeur des convictions pacifistes sont bien connus, avait déclenché la campagne le 25 octobre, en déclarant que la Libye construisait la plus grande usine d'armes chimiques que ses services aient jamais détectée. Le ministère libyen des Affaires étrangères réagissait alors en affirmant que l'usine en question était une usine pharmaceutique (elle s'appelle d'ailleurs "Pharma-150") et en ajoutant, à juste titre, que "ces accusations coutumières n'étonnent plus les Libyens, et n'ont qu'une seule explication : servir de prétexte à une nouvelle agression contre la Libye" (*Le Monde*, 28 octobre 1988).

Le 21 décembre, Reagan en personne revenait à la charge dans une interview télévisée au cours de laquelle, selon son porte-parole explicitant ses propos le lendemain, il a "fait clairement savoir que l'utilisation de la force militaire était une option qu'il faut considérer".

Le 23 décembre, la Libye répondait en informant officiellement l'Italie, qui joue traditionnellement les bons offices entre Tripoli et Washington, qu'elle était prête à accueillir toute commission d'enquête dépechée par l'ONU. L'ambassadeur libyen à

Rome confirmait cette position et invitait même ambassadeurs et journalistes à visiter l'usine incriminée, mais, ajoutait-il, "nous ne pouvons accepter qu'il y ait un gendarme du monde" (*Le Monde*, 25-26 décembre 1988).

Le gendarme impérialiste poursuit néanmoins sur sa lancée. Le 28 décembre, Reagan renouvelait pour six mois les sanctions économiques (gel des biens libyens aux Etats-Unis et embargo commercial) qu'il avait décrétées contre la Libye depuis janvier 1986. Il justifiait sa décision dans une lettre au Congrès, où il réitérait l'accusation de "soutien au terrorisme international" à l'encontre du gouvernement libyen, ajoutant sans peur du ridicule, que celui-ci faisait peser une "menace extraordinaire sur la sécurité nationale" des Etats-Unis !

Le 30 décembre, Phyllis Oakley, porte-parole adjoint du Département d'Etat, rejetait les propositions d'enquêtes libyennes en des termes qui ne laissaient subsister aucun doute sur l'intention d'agression délibérée des Etats-Unis. "Une visite organisée par la Libye ne dissiperait pas les inquiétudes sur la vraie nature de l'usine Pharma-150 à Rabta", déclarait-elle, en expliquant qu'"une usine d'armes chimiques pourrait facilement être modifiée pour apparaître comme une usine de produits chimiques normale..."

## L'arrogance américaine

La position américaine atteint là le comble de l'arrogance et de l'arbitraire impérialistes. Car, en toute logique, si une usine d'armes chimiques peut facilement être modifiée en usine chimique civile, la réciproque est tout aussi vraie : toute usine chimique, de produits pharmaceutiques ou de fertilisants, peut facilement être modifiée en usine d'armes chimiques. Washington s'arroge donc le privilège de juger qui a le droit, non seulement de produire, mais même d'avoir la capacité de produire des armes chimiques.

Bien plus, Washington s'arroge le

droit de "punir" militairement un pays qui, en tout état de cause, n'est nullement en mesure d'utiliser l'arme chimique, ou toute autre, contre les Etats-Unis, ne serait-ce que pour des raisons de distance !

L'hypocrisie américaine est on ne peut plus flagrante, si l'on tient compte des faits suivants : 1) les Etats-Unis détiennent l'armement nucléaire, en face duquel les gaz toxiques sont dans le même rapport qu'un plomb de carabine à air comprimé face à un obus d'une tonne ; 2) ils n'ont jamais menacé de la sorte les Etats qui, comme Israël, l'Afrique du Sud ou le Pakistan, se sont dotés de l'arme nucléaire ; 3) ils ont été les principaux utilisateurs d'armes chimiques depuis la dernière guerre mondiale, et en ont fait un large usage contre le peuple vietnamien (serait-il plus "humanitaire" de brûler au napalm que de gazer ?) ; 4) plusieurs Etats, y compris du Tiers-monde, détiennent l'arme chimique et deux d'entre eux — l'Iran et surtout l'Irak — en ont fait usage récemment ; 5) l'Etat du Moyen-Orient qui détient l'armement de loin le plus meurtrier, armes chimiques et nucléaires incluses, est sans nul doute l'Etat d'Israël, allié privilégié des Etats-Unis.

## Pourquoi cet acharnement ?

Pourquoi donc Washington s'acharne-t-il contre la Libye ? Certains commentateurs ont cru n'y voir qu'une volonté de l'administration Reagan-Bush de se défouler à bon compte sur une cible facile. Il y a cependant plus dans cette affaire : ce qui effraie Washington, c'est que la Libye, comme la Syrie, dans la foulée de l'Iran et de l'Irak, a été dotée par l'URSS de missiles balistiques de moyenne portée. Israël, bien sûr, les surpasse nettement dans ce domaine aussi.

Pendant, la capacité dissuasive de l'armement israélien se trouve certainement réduite, dès lors que les ennemis de l'Etat sioniste disposent eux aussi de moyens d'extermination massive. En outre, la Libye serait en train de développer un système de ravitaillement en vol de ses chasseurs-bombardiers de fabrication française, qui ainsi deviendraient prochainement capables d'intervenir contre Israël (*New York Times* du 1er janvier 1989).

A la lumière de ces données, il devient clair que la nouvelle agression américaine contre la Libye s'inscrit dans le cadre de ce principe intangible de la politique de Washington au Moyen-Orient : maintenir la suprématie militaire de l'Etat sioniste. Le régime libyen reste un des ennemis les plus implacables de ce dernier, en dépit du fait qu'il a mis beaucoup d'eau dans son vin en 1988 dans d'autres domaines.

La nouvelle agression américaine doit, certes, être dénoncée vigoureusement par tous les militants anti-impérialistes dans le monde. Elle doit, en particulier, être l'occasion pour les militants des nombreux pays méditerranéens, où existent des bases militaires américaines, d'amplifier la campagne pour le démantèlement de ces bases. ■

6 janvier 1989.



## ETAT ESPAGNOL

# la grève générale

**A** TRAVERS cet appel un malaise social accumulé de longue date a pu s'exprimer avec force. En effet, depuis 1985, des grèves sectorielles avaient eu lieu, mais c'était le premier "tous ensemble" contre l'austérité du PSOE au pouvoir.

Selon les syndicats, au moins 5 millions de travailleurs ont observé le mot d'ordre d'arrêt de travail qui a été observé à 100% dans certaines branches industrielles. Même les footballeurs ont fait grève ! Les principales revendications portaient sur le retrait du Plan emploi jeunes (PEJ) du gouvernement, fauteur de chômage et de précarité de l'emploi ; sur la récupération du pouvoir d'achat perdu en 1988, en particulier pour les fonctionnaires ; sur l'indexation du régime des retraites sur le Salaire interprofessionnel garanti ; sur la révision des conditions d'octroi des allocations de chômage ; et sur le droit des fonctionnaires à la négociation collective.

Le 16 décembre, une nouvelle mobilisation faisait descendre des dizaines de milliers de personnes dans la rue, contre la politique économique et sociale du Premier ministre Felipe Gonzalez, à Madrid qui a été un des points chauds lors

**LES DEUX PRINCIPALES confédérations syndicales, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT), liées respectivement au Parti communiste (PCE) et au Parti socialiste (PSOE), ont convoqué le 14 décembre 1988, une grève générale de 24 heures qui a totalement paralysé le pays. C'était la plus grande mobilisation ouvrière de la période post-franquiste.**

de la journée du 14 décembre. Toute la ville a été pratiquement paralysée par le mouvement.

Cette grève a été essentiellement une épreuve de force entre les travailleurs et le gouvernement, mais aussi un formidable bras de fer entre celui-ci et les syndicats. Le choc entre l'UGT et le PSOE dont elle est proche (le ministre du Travail est traditionnellement un responsable de ce syndicat) a été particulièrement rude et a entraîné certaines ruptures au sein de cette centrale.

Par exemple, les pressions exercées directement par le gouvernement sur les syndicats de l'UGT pour tenter de diviser et d'affaiblir la grève, ont réussi à détacher certaines directions syndicales. Ainsi la Fédération de la chimie et celle des Travailleurs de la terre, dont l'exécutif confédéral a dû exclure certains responsa-

bles qui refusaient d'appliquer le mot d'ordre de grève. Les relations entre l'UGT et le PSOE furent également très tendues pendant toute la période qui a précédé la grève.

Un dirigeant syndical de Madrid a déclaré : "A part arrêter les dirigeants syndicaux, ce qu'il n'a pas encore fait, le PSOE se comporte, en tout, de la même façon que le franquisme : il essaye d'effrayer

la population en lui faisant croire que si elle soutient la grève générale, le pays courra au désastre, et il accumule les insultes à l'encontre des syndicats, les traitant de rouges de communistes et de subversifs" (El Pais, 28 novembre 1988).

Les syndicats ont refusé de se plier aux décrets sur le service minimum et ont décidé d'appliquer eux-mêmes un "service d'urgence" dans les cas appropriés, comme dans la Santé, la garde des enfants, les services de sécurité du gaz et de l'électricité, etc.

De même, ils ont dénoncé les décrets anti-grèves pris à l'encontre des travailleurs des services publics.

Devant l'ampleur de la mobilisation, le gouvernement a dû lui-même reconnaître le succès de la grève et proposer une réunion de négociation. ■

**N**OUS AVONS réalisé, le 14 décembre, une impressionnante grève générale.

La classe ouvrière industrielle s'est de nouveau trouvée au cœur de la grève. Elle s'était engagée de longue date, à travers des milliers d'assemblées d'usine, à participer à ce mouvement de protestation et à assurer un arrêt de travail de 100% dans les villages et les villes qui forment la ceinture industrielle des grands centres urbains. Elle a tenu parole.

Mais cette fois, les travailleuses et les travailleurs des services publics se sont également joints à l'action. L'arrêt de travail à la télévision espagnole, le 13 décembre, à minuit, a rompu radicalement avec l'exigence du service minimum, mettant en évidence la vulnérabilité de certains instruments de pouvoir et l'énorme capacité de la classe ouvrière en action à paralyser le système.

### Le rôle décisif des piquets

La participation de la population de régions rurales, et autres, sans grandes traditions de lutte ; la facilité avec laquelle le commerce s'est trouvé paralysé ; la réponse de la jeunesse scolarisée tout au long du processus ; et l'adhésion de nombreux intellectuels, artistes et membres des professions libérales à cet appel de grève, illustrent la grande popularité du mouvement et montrent comment la classe ouvrière en action est seule capable d'entraîner le reste des secteurs populaires.

L'aspect massif de la grève n'a pas été sa seule caractéristique. Elle était également active, avec occupation de la rue. Dans de nombreuses villes les manifestations de la soirée du 14 décembre ont été les plus importantes de leur histoire ou de la décennie, comme celle, gigantesque, du 16 décembre, à Madrid. Elles ont permis de mettre en évidence que la participation à la grève était un acte tout à fait conscient, se prolongeant de façon volontaire et active par cette présence massive dans la rue.

La prolifération de piquets partout a été l'un des traits les plus marquants de la grève générale, dès les premières heures. Cette fois, l'ambiance générale, très favorable à la grève, a largement facilité le travail des piquets. Essentiellement formés par les travailleurs d'avant-garde, avec la présence active de la gauche syndicale et des militants révolutionnaires, les piquets ont su réaliser un travail d'information qui a été irremplaçable jusqu'au dernier moment. Ils ont agi avec la fermeté et l'esprit de décision nécessaires face à la violence et aux actions conjointes des patrons et de la police. Ils ont dû résister, à plusieurs reprises, aux charges policières et ont dû exercer leur droit à l'autodéfense et à l'utilisation de la violence chaque fois que c'était nécessaire. Le degré de violence qu'ils ont utilisée correspondait à la situation et à leur engagement d'empêcher toute tentative de

## Ne pas gâcher cette force

**JOAQUIN NIETO, l'auteur de l'article que nous publions ici, est membre de la Commission exécutive des Commissions ouvrières.**

briser la grève. La riposte massive et l'action des piquets ont créé un rapport de forces si favorable qu'ils ont permis d'entraver dans tous les cas, les services minimums décrétés par l'administration. La gauche syndicale a toujours pensé que les meilleurs services minimums sont ceux qui n'existent pas, car ils ne sont rien d'autre que des instruments destinés à affaiblir les grèves. D'ailleurs les syndicats et les comités de grève suffisent à garantir la prise en charge de tous les besoins que nous considérons comme essentiels, c'est précisément ce qui s'est passé cette fois-ci. En ce sens, nous sommes loin de considérer l'accord sur le service minimum signé à la RENFE (Chemins de fer nationaux), à Iberia (transports aériens) ou dans les transports madrilènes, comme un succès, malgré l'insignifiance du service dans ce dernier cas. La pratique a démontré que nous avions une force suffisante pour nous en charger nous mêmes dans tous les secteurs. Cela constitue d'ailleurs un excellent précédent dans la lutte contre les services minimums, qui sont devenus un des meilleurs outils anti-grève.

### L'appel des syndicats

La grève générale a révélé le considérable pouvoir des centrales syndicales à convoquer une telle action, montrant une fois de plus que la volonté de se battre est présente dans la classe ouvrière et s'exprime quand les syndicats appellent à l'action. En revanche, le mouvement syndical s'affaiblit quand ce dernier adopte une ligne de conciliation au lieu de s'orienter sur le terrain de la confrontation et de la mobilisation. Les pronostics, non dépourvus d'arrière pensées, qui annonçaient la débâcle du mouvement syndical au cas où il ne modérerait pas davantage son discours et ses procédés, ont volé en éclats devant la réalité.

Le 14 décembre a marqué l'enterrement d'une étape de concertation qui était déjà

morte depuis longtemps. Elle avait commencé à l'époque du consensus politique, avec la signature des pactes de la Moncloa (1), et s'est terminée, il y a environ deux ans avec la signature de l'Accord économique et social (2) par une Union générale des travailleurs (UGT), qui commençait déjà à ressentir les effets négatifs de son appui à la politique anti-sociale du gouvernement.

Après plusieurs années d'une telle politique de soutien au gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, l'UGT a réalisé qu'elle perdait de son influence. Lors des dernières élections syndicales, elle a reculé dans beaucoup d'entreprises et dans le secteur public. L'identification entre le syndicat et le gouvernement, qui avait favorisé l'UGT lorsque les socialistes sont arrivés au pouvoir commençait à se transformer en son contraire.

Aujourd'hui, pour rééditer la politique de concertation, il faudrait inventer de nouvelles formes et contenus, qui engageaient les syndicats envers la politique gouvernementale, sans heurter leurs intérêts et moyennant quelques concessions aux travailleurs, ce qui, sans être tout à fait impossible, est très difficile à réaliser.

### Perspectives favorables

La grève générale n'a certes pas ouvert une phase où désormais les luttes et mobilisations seraient permanentes. Mais il ne s'agit pas non plus d'une simple journée de mobilisation sans lendemain, ni implications majeures.

Les perspectives pour un changement dans la bonne direction et pour un syndicalisme plus à gauche et plus combatif sont, aujourd'hui, plus favorables. Mais il faut également prendre en compte le fait que les directions syndicales en sortent très renforcées, avec une grande autorité et une reconnaissance comme direction, mais qu'il s'agit toujours de directions réformistes qui ne vont pas changer sur le fond. Nous avons déjà vécu des situations, en d'autres occasions, où nous avons pu voir comment elles ont gaspillé la force acquise dans la lutte, autour des tables de négociation.

La grève générale a été si puissante que Felipe Gonzalez a été obligé de reconnaître ce triomphe et a appelé les syndicats à négocier. Mais négocier quoi ? Le gouvernement ne va pas changer de politique économique. C'est très clair. Mais il pourrait inventer une opération de maquillage : un "tournant social" pour satisfaire momentanément quelques-unes des revendications syndicales, en échange d'un engagement des syndicats, sous une forme ou l'autre, à appuyer sa politique. Ou à défaut, il va es-

1) Pacte de la Moncloa, accord signé le 30 juillet 1977, entre le gouvernement et les syndicats, destiné à assurer la paix sociale dans l'Espagne post-franquiste.

2) AES, accord signé entre le gouvernement socialiste et l'UGT, portant notamment sur l'élargissement du nombre de sans-emplois couverts par les allocations de chômage.

sayer, sans confrontation directe avec les directions syndicales, à les forcer à un quelconque type d'accord de négociation collective, afin d'étouffer dans l'œuf les mobilisations qui se profilent à l'occasion des prochaines négociations collectives de 1989. Une telle opération est très compliquée, parce que la marge de manœuvre pour satisfaire les revendications syndicales est étroite et parce que la pression du mouvement et de la base syndicale sera énorme.

### Et maintenant ?

Pour l'instant les porte-parole des Commissions ouvrières (CCOO) et de l'UGT ont déclaré que certaines revendications devaient être satisfaites avant d'envisager une quelconque négociation : le retrait du "plan emploi jeune" ; un rattrapage salarial de 2 points pour les 8 millions de travailleurs qui ont été lésés à cause des prévisions erronées sur le taux d'inflation ; l'alignement des allocations de retraite sur le salaire minimum ; et l'extension de l'allocation de chômage à 48% des sans-emploi, au lieu des 35% actuels. Les syndicats affirment aussi qu'ils ne veulent pas discuter des "comptes du royaume", c'est-à-dire de l'ensemble de la politique du gouvernement, mais uniquement de leurs propres revendications. Ils craignent en effet de se compromettre avec le gouvernement, car cela aurait pour conséquence d'effriter à moyen terme leur base et d'affaiblir la force acquise lors de la mobilisation.

Les syndicats ont également annoncé qu'il n'était pas question de se mettre à discuter avec le patronat pour les négociations collectives. Tout cela est fort bien. Mais il faudra s'y tenir. Si le gouvernement ne cède rien, et il ne va pas céder facilement sur le principal, il faut continuer à faire pression par la mobilisation. La période de négociations collective qui approche est une excellente occasion pour créer un climat combatif et mûrir les conditions de nouvelles luttes d'ensemble.

Il existe aujourd'hui un divorce entre la ligne générale des directions syndicales qui s'orientent en dernier recours, vers une confrontation avec la politique antisociale du gouvernement, et leur attitude dans l'activité quotidienne des entreprises, qui continue à être déterminée par un syndicalisme bureaucratique et de conciliation avec le patronat. L'une de nos tâches est donc de transmettre aux entreprises cet esprit de mobilisation exprimé le 14 décembre, afin d'en finir avec cette contradiction.

La gauche syndicale a beaucoup travaillé pour le succès de cette grève générale, avant tout en faisant pression en faveur de sa convocation. Nous avons bien su comprendre la dynamique qui ouvrait la voie à l'appel unitaire. Nous avons su travailler pour faire avancer la grève dans sa phase préparatoire, et avec les piquets par la suite. Aujourd'hui il s'agit d'étendre cette combativité à l'action syndicale quotidienne, de faire pression pour que se maintiennent des positions fermes, d'être vigilants pour que personne ne nous arrache la victoire. ■

20 décembre 1988.

## ETAT ESPAGNOL

# Les jours suivants ...

**"RIEN NE SERA plus comme avant", cette phrase, si souvent répétée dans les faits, prend toute sa signification après une mobilisation populaire aussi considérable que celle de la grève générale du 14 décembre.**

### COMBATE

**S**OUS CERTAINS aspects, des changements profonds s'étaient certes déjà produits dans la situation politique. Mais le défi radical lancé par la grève générale, est de mettre fin, d'un seul coup à la politique des pactes qui a détruit le mouvement ouvrier et de progresser durablement dans la reprise des luttes des travailleurs et de la mobilisation sociale, en général. Cette bataille reste encore à gagner. La grève générale représente une première victoire qui sera, sans aucun doute, un précieux appui, mais beaucoup d'efforts sur une période prolongée seront encore nécessaires.

### Le bouleversement

L'effet politique général le plus important du 14 décembre a été d'avoir bouleversé l'équilibre politique issu de la défaite ouvrière lors du référendum sur l'OTAN, et consolidé par les élections générales de 1986. A l'époque, un gouvernement tout puissant s'était entièrement consacré, avec des méthodes chaque fois plus despotiques, à la mise en pratique d'une politique globalement réactionnaire et particulièrement agressive sur le terrain social et économique. La résistance des travailleurs et d'autres secteurs populaires à cette politique, paraissait incapable d'obtenir des résultats tangibles.

Ce n'était qu'une apparence, car les mobilisations ouvrières, étudiantes, antimilitaristes, de résistance nationale, de ces derniers mois ont obtenu des résultats qu'il était difficile de mesurer dans l'immédiat. La grève générale du 14 décembre en est précisément le meilleur exemple.

Depuis longtemps déjà, nous caractérisions la situation politique comme une période d'accumulation du malaise social, sans que cela n'aboutisse encore sur une modification des rapports de forces fonda-

mentaux. Ce type de situation est des plus difficiles à analyser. L'orientation politique à adopter apparaît moins clairement que lors de périodes d'ascension ou de recul du mouvement de masse. Cependant, même si les signes extérieurs n'en sont pas encore très visibles, l'accumulation d'une telle tension interne produit des changements importants dans les profondeurs de la société. La grève générale reflète et, en même temps, approfondit les problèmes propres à cette situation.

### Le contenu du 14 décembre

Quel est le contenu politique fondamental du 14 décembre ? Trois aspects sont inséparables : en premier lieu ce fut une action, politique bien sûr, d'opposition massive et unitaire au gouvernement, sur sa gauche, la plus puissante manifestation de ce que l'on appelle la "gauche sociale" ; en deuxième lieu, ses objectifs explicites étaient des revendications syndicales élémentaires et l'aspiration à un changement de politique gouvernementale ; en troisième lieu, le caractère radical de la méthode d'action utilisée, la grève générale, non seulement à cause des piquets de grèves et autres instruments de choc de la lutte ouvrière, mais parce qu'il s'agissait d'une action directe des masses contre le gouvernement. Les effets à moyen terme de la grève générale dépendent de la façon dont se combineront ces facteurs, et en particulier, de la solution de la contradiction entre le caractère relativement modeste des objectifs et l'aspect radical des méthodes employées.

Mais aujourd'hui on peut déjà dire que le 14 décembre est une importante victoire populaire. D'une part, parce que la classe ouvrière a montré à l'ensemble de la société, et à elle-même, la force sociale formidable qu'elle possède quand elle se met globalement en mouvement. Et d'autre part, parce que le gouvernement socialiste a subi sa première défaite politique grave depuis son arrivée au pouvoir.

Cette défaite a été aussi générale que la grève elle-même : défaite idéologique, puisque les discours des porte-parole du gouvernement et de ses acolytes contre les luttes des travailleurs, contre le syndicalisme de classe et en particulier contre la grève générale comme méthode d'action, ont été tournés en ridicule ; défaite politique, puisqu'elle a affaibli sérieusement l'autorité gouvernementale, et a davantage encore détérioré celle des institutions du



La grève générale du 14 décembre sera un point d'appui important pour l'ensemble de la classe ouvrière (DR)

système, surtout dans la mesure où, au cours de la journée du 14 décembre, le gouvernement a voulu s'appuyer sur le Parlement pour briser la grève ; défaite économique, enfin, parce qu'elle a montré l'ampleur du rejet d'une ligne totalement identifiée au gouvernement. La campagne anti-grève que celui-ci avait lancé pour défendre cette ligne, en mobilisant tout le parti socialiste et le chœur qui l'entoure, a lamentablement échoué.

Cette victoire entraîne des modifications considérables de la situation politique : le gouvernement en reste affaibli, même s'il conserve d'excellentes perspectives électorales (ce qui confirme, une fois de plus, que le comportement électoral d'un très large secteur populaire est, malheureusement, différent de son attitude sociopolitique dans la vie quotidienne). Le mouvement ouvrier et populaire se sent plus fort. Il est prêt à se faire reconnaître et a retrouvé l'espoir d'une possibilité de changement. Il ne s'agit cependant pas d'une modification radicale de la situation, et rien n'assure que nous allons progresser dans la bonne direction, mais les changements sont positifs et peuvent aboutir à de grands résultats dans les prochains mois.

Les directions des confédérations syndicales des Commissions ouvrières (CCOO) et de l'Union générale des travailleurs (UGT), ont incontestablement joué un rôle très actif dans la grève générale. Cela pousse naturellement les secteurs les plus combattifs à s'interroger.

Il faut comprendre le caractère contra-

dictoire de ce rôle. Bien sûr, la grève générale n'a en rien modifié la nature de ces bureaucraties réformistes, ni leurs idées politiques fondamentales. Ce serait une grave erreur que de garder des illusions dans ce domaine. Mais il faut comprendre qu'avec la convocation et la réalisation d'une grève générale, elles ont retrouvé une certaine autorité. Et non pas à la suite de bons résultats obtenus avec une ligne de concertation, mais du fait qu'elles ont dû se situer sur le terrain de la mobilisation unitaire des masses et qu'elles se sont vues obligées d'abandonner, temporairement, la politique des pactes.

### Poursuivre sur cet acquis

Il n'y a aucune raison de supposer qu'après le 14 décembre, la majorité des travailleurs donneront un chèque en blanc à Redondo et Gutierrez, principaux dirigeants, respectivement, de l'UGT et des CCOO. Au contraire, il faut penser qu'il existe une pression qui vient d'en bas, sans laquelle la réorientation des CCOO et encore moins, celle de l'UGT, seraient incompréhensibles. Cette pression de la base agit contre tout détournement des aspirations populaires, surtout depuis la formidable démonstration de force de la grève générale.

La négociation avec le gouvernement sera, sans aucun doute, un thème de discussion central dans les prochains jours. Felipe Gonzalez a eu le réflexe de faire une offre de dialogue, comprenant qu'il

doit, aussitôt que possible, récupérer l'initiative s'il veut désamorcer la situation explosive créée par la grève générale. Gonzalez aura probablement quelque chose à offrir pour la réussite de cet objectif. Mais il est totalement improbable qu'il se propose d'opérer une modification significative de sa politique économique.

Par ailleurs, il est tout à fait certain qu'il pense vraiment que le syndicalisme de classe, y compris sous une direction réformiste est un obstacle à la "modernisation", un héritage pesant et embarrassant du passé. Ce que plusieurs porte-parole socialistes avaient exprimé dans les jours qui ont précédé la grève générale.

Le gouvernement et les directions syndicales ont donc un intérêt réel à trouver des terrains de concertation, mais il existe des facteurs de conflit très sérieux entre eux, le plus important étant la pression populaire.

La gauche révolutionnaire s'est orientée assez correctement face à l'évolution de la situation politique des dernières années. La situation ouverte après le 14 décembre confirme que l'organisation de la résistance, l'effort très spécial de travail parmi la jeunesse et l'accumulation de forces révolutionnaires ont été, et restent, une ligne adéquate. Il faut poursuivre sur cet acquis, en sachant également qu'il faut étudier attentivement la réalité et renforcer notre capacité d'initiative et d'imagination. ■

**Combate,**  
20 décembre 1988.

# Les jeunes et la grève générale

**LE RETRAIT DU PLAN d'emploi des jeunes (PEJ) était un des principaux objectifs de la grève générale du 14 décembre. Mais pour analyser ses implications dans la jeunesse, il ne faut pas se limiter au 14 décembre, et prendre en compte l'ensemble du processus, en particulier les mobilisations du 24 novembre et du 1er décembre 1988.**

F. CRUELLS

**A** PRES LES mobilisations de l'année 1986-87, l'activité politique dans la grande majorité des centres universitaires, se limitait à des revendications d'ordre académique, antimilitariste, féministe, etc., menées par une petite avant-garde. Celle-ci n'avait par ailleurs que peu de rapports avec le mouvement ouvrier : l'appui des centrales syndicales aux grandes luttes de 1986-87 fut davantage une déclaration d'intention qu'une réalité pratique sur le terrain.

Les syndicats d'enseignants restèrent en marge de ces mobilisations et les étudiants firent de même envers les luttes des enseignants de l'année passée.

Les discussions et les assemblées qu'il a fallu convoquer pour expliquer et dénoncer le PEJ dans les centres scolaires, ont constitué un aspect essentiel de la préparation de la grève générale. Le bilan général que l'on peut tirer de ce processus a été excellent : des centaines de débats et d'assemblées ont eu lieu, avec une affluence importante de jeunes. On peut dire qu'à l'exception des Assemblées du cursus 1986-87, jamais autant de débats et d'assemblées n'avaient été organisés dans les institutions scolaire et surtout en quelques jours, depuis les mobilisations anti-OTAN.

## Les précédents de la grève

Les résultats, en termes d'organisation des étudiants, ont cependant été très limités. Le temps a manqué pour que l'intérêt de la lutte contre le PEJ ou la préparation de la grève générale, puissent aboutir à la constitution de noyaux d'étudiants capables d'organiser la mobilisation. Ceux qui se sont engagés dans ces tâches ont été une avant-garde et se sont dotés d'une organisation très informelle. Les résultats ont été meilleurs là où s'est maintenue une coordination de centres ou un Collectif central des étudiants. Lorsque de tels collectifs n'existaient pas — et c'était souvent le cas — la mise sur pied d'une réunion de coordination, même informelle, a été lente et difficile.

Dès le 24 novembre, les premières grèves et manifestations des étudiants ont montré que les jeunes étaient prêts à se mobiliser, alors que les discussions et les assemblées d'explication dans les centres scolaires avaient à peine commencé. Ce jour-là, de nombreux instituts et écoles professionnelles ont arrêté de travailler, dans l'unique but de se joindre à l'Appel.

Le 1er décembre a été un nouveau pas en avant : avec une grève beaucoup plus forte, des manifestations dans plusieurs villes et le succès de la marche sur Madrid et de la grande manifestation qui regroupa plusieurs dizaines de milliers de jeunes venus

de l'ensemble de l'Etat espagnol. La grève générale fut totalement suivie par la jeunesse scolarisée, ce qui était déjà acquis, depuis la veille, dans la plupart des écoles. Cela diminua la motivation pour faire des piquets de jeunes et ceux qui se constituèrent n'eurent que peu d'activités spécifiques. Ils finirent par s'intégrer à quelques-uns des piquets centraux. Les piquets de jeunes furent plus nombreux et dynamiques dans les quelques écoles où des assemblées s'étaient tenues auparavant, et où le piquet initial devait se consacrer à convaincre de la nécessité de la grève, ceux qui n'y participaient pas.

La présence et la combativité des jeunes se sont davantage fait remarquer au cours des manifestations de la soirée. Mais même là, leur présence fut moins spectaculaire que lors de la marche sur Madrid du 1er décembre, car bien qu'en plus grand nombre, ils étaient généralement dispersés à l'intérieur des grandes manifestations.

Cette grève générale a constitué la première expérience importante d'activité conjointe entre ouvriers et étudiants pour des revendications communes et avec des

méthodes d'action similaires. Le PEJ a signifié l'apparition d'un nouveau thème revendicatif sur lequel une capacité de mobilisation massive de la jeunesse existe. Jusqu'à l'appel du 14 décembre, le chômage et l'emploi précaire étaient de graves problèmes sociaux de la jeunesse, mais la capacité de mobilisation effective restait faible. Ces thèmes mobilisent, aujourd'hui, la majorité des jeunes. En ce sens le 14 décembre a vu un élargissement des thèmes de radicalisation de la jeunesse, le début d'une lutte contre des aspects clés de l'exploitation capitaliste et celui d'une convergence dans l'action avec le mouvement ouvrier.

Le succès du 14 décembre, le coup décisif qui a été porté au PEJ, et l'expérience positive de collaboration

avec le mouvement ouvrier sont des facteurs qui incitent à l'optimisme. Mais des problèmes importants persistent dans le domaine de l'organisation et de l'attitude des centrales syndicales.

## Poursuivre la mobilisation

La poursuite de la mobilisation des jeunes exige, avant tout, une bonne organisation. Il est très important que les Collectifs des institutions de scolarité ainsi que les Coordinations et Collectifs centraux des étudiants, dont la faiblesse s'est révélée dans la préparation du 14 décembre, se renforcent. Mais on doit également améliorer le niveau d'organisation des jeunes chômeurs, de ceux qui risquent de le devenir, de ceux qui sont condamnés à un travail précaire, etc. Dans ce domaine le travail spécifique développé par les syndicats est très important, il doit aller au-delà de l'appui accordé aux Plates-formes des jeunes pour l'emploi.

Enfin, l'attitude générale adoptée par les syndicats, face au gouvernement et au patronat sera très importante pour déterminer la position qu'adopteront les jeunes à leur égard : la convergence a été possible autour de la grève générale et elle ne peut se maintenir que si cette volonté de lutte demeure. Les jeunes seraient les premières victimes des pactes avec le gouvernement et le patronat et cela ruinerait toute possibilité de convergence entre le mouvement jeune et les syndicats.

Impulser une politique combative et radicale dans la jeunesse sur le plan organisationnel et dans les syndicats est la meilleure garantie pour l'unité entre ouvriers et étudiants et pour le renforcement des deux mouvements. C'est cette voie qu'il faut emprunter. ■



20 décembre 1988

# Chasse aux sorcières dans la CFDT

**QUATRE JOURS APRES** la fin du 41e Congrès confédéral de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), deux directions fédérales, les PTT et la Santé, prenaient la décision de suspendre plusieurs de leurs syndicats de base et leur Union régionale parisienne. L'affaire est grave et assez exceptionnelle. Elle est l'aboutissement de tout un processus de dégradation lente des positions de lutte de classe dans cette centrale depuis le milieu des années 70, de son évolution en soutien à la politique du Premier ministre socialiste Rocard, de l'affaiblissement des luttes, depuis 1981, et de leur renouveau depuis 2 ans, particulièrement en cet automne.

Le congrès qui s'est tenu du 22 au 26 novembre dernier est un symbole de cet état de fait. Une opposition à ces changements majeurs s'y est exprimée bien que ce soit dans une relative dispersion, c'est là une part de sa faiblesse. Mais elle a posé la nécessité d'un rassemblement de ces forces pour enrayer la dynamique mise en branle par la direction confédérale.

**Alain NAZIER**

**C'** EST EDMOND MAIRE, Secrétaire général sortant, qui a donné le signal de la chasse aux sorcières, en dénonçant les "quelques moutons noirs" qui auraient tenté de dévoyer la lutte des infirmières et "dont certains se réclament abusivement de la CFDT". Mais que reproche-t-on à ces militants ? Pour le savoir, il faut se rapporter aux accusations portées par les directions des fédérations PTT et Santé.

La direction du syndicat Santé n'a pas supporté que des militants syndicaux et des dirigeants de syndicats aient soutenu la lutte des infirmières (1) et surtout qu'ils aient été élus à la tête des coordinations. Elle écrit qu'il y a détournement du droit syndical quand des délégués participent à la coordination infirmière, quand des syndicats l'accueillent dans ses locaux. Elle n'accepte en aucun cas ce soutien à l'auto-organisation. Il aurait fallu s'en tenir aux mots d'ordre syndicaux et plus exactement aux mots d'ordre CFDT.

Mais les infirmières ont défendu des revendications dont ne voulait pas la direction CFDT. Elles ont refusé très massivement la signature des propositions Rocard-Evin alors que la CFDT s'est empressée de les signer. Elles ont développé des formes de luttes et d'unité dont ne voulait pas la CFDT. Alors qui fallait-il soutenir ? La volonté de combat unitaire des infirmières ou le refus d'unité et de combat de la direction

de la CFDT ? La manifestation des 100 000 infirmières et des autres personnels de santé ou la manifestation de division organisée le même jour et à la même heure dans un endroit différent qui réunit 3 000 personnes ?

Quand on connaît le discrédit qui touche les syndicats en France notamment du fait de la division entre les différentes centrales, il est raisonnable de penser que les syndicats Santé de la région parisienne ont fait davantage pour restaurer l'image d'un syndicalisme ouvert et respectueux de la volonté des travailleurs que les directions nationales.

## Une dynamique de scission

Les motifs invoqués dans les PTT sont de même nature, même si les conflits dans ce secteur n'ont pas eu la même importance que dans les hôpitaux. Déjà en novembre une section d'un centre de tri de la région lilloise était suspendue pour avoir refusé avec les travailleurs la signature d'un accord et avoir refusé d'appeler à la reprise du travail. Le scénario fut identique pour le syndicat des Postaux Paris lors du conflit des chauffeurs de camions.

Depuis plusieurs années, la bureaucratie de la CFDT voyait ces syndicats d'un mauvais œil et plusieurs mesures avaient déjà été prises contre eux. Après leur participation active aux grèves de cet automne les directions syndicales ne pouvaient plus

## FAITS ET CHIFFRES

La CFDT qui affichait son ambition de devenir la première confédération française en 1981 a dû déchanter depuis. Aujourd'hui, elle en est à disputer la deuxième place à FO avec des succès variables.

Aux élections prud'hommales (tribunaux paritaires où sont représentés patrons et ouvriers) du 9 décembre 1987, la CFDT arrive en deuxième place avec 23,05% des suffrages, pourcentage équivalent à l'élection de 1982.

En revanche, aux élections à la Sécurité sociale d'octobre 1983, la CFDT n'était qu'en troisième position avec 18,42% derrière la CGT (28,25%) et FO (25,16%).

Aux élections aux comités d'entreprise, la CFDT, qui avait progressé de 1967 à 1977, s'est stabilisée autour de 20-21% (21,3% en 1987 avec les élections à la SNCF). Mais ce qui est remarquable c'est la progression à cette élection des "non syndiqués", c'est-à-dire ceux qui n'appartiennent à aucune des grandes centrales reconnues nationalement. Ils passent en deuxième place derrière la CGT et devant la CFDT.

Dans la fonction publique, la CFDT est en troisième place derrière la FEN et FO, d'après le "Rapport sur la Fonction publique de l'Etat".

Au niveau des effectifs, il est difficile d'avoir une idée exacte. Comme le dit André Bergeron, le dirigeant de FO, en la matière tout le monde ment. La CFDT déclare 900 000 adhérents, en comptant les retraités. De manière plus réaliste, en regroupant plusieurs sources, l'estimation tourne autour de 400 000 adhérents, dont la grande majorité dans la Fonction publique.

les tolérer. Les mesures bureaucratiques prises à l'encontre des 11 syndicats Santé et des 10 syndicats PTT de la région parisienne dépassent la simple mise à l'écart de quelques militants "gauchistes". Ce sont des équipes entières qui sont décapitées. La bureaucratie a envoyé à toutes les administrations concernées une lettre leur indiquant que dorénavant plus aucun militant ne pouvait se prévaloir de la CFDT hormis ceux nommément désignés par les directions nationales. Tous les militants ayant des heures de délégation syndicales en sont dépouillés, les permanents sont immédiatement remis aux mains de l'administration, les locaux sont repris par les fédérations. En clair, toute activité syndicale par l'un des "suspendus" devient illégale en toute collusion entre l'Etat-patron et la bureaucratie.

1) voir *Inprecor* numéro 276 du 14 novembre 1988.

Ce sont plusieurs centaines de militants qui sont rayés ainsi de tout droit syndical. Les unions interprofessionnelles qui continuent de les héberger sont à leur tour menacées de sanctions. Dans la Santé, la direction met en place d'autres syndicats avec ceux qui la soutiennent. La fédération PTT a déclaré illégaux les congrès des syndicats concernés : les adhérents n'ont plus leur mot à dire sur la ligne de leur syndicat de base et les dirigeants qu'ils veulent se donner. Ce ne sont pas de simples exclusions un peu plus nombreuses que d'habitude. Nous assistons réellement à une scission qui ne dit pas son mot, sur la base de désaccords portant sur l'orientation et la pratique syndicale.

## Le congrès de la régulation sociale

Ces exclusions sans précédent prennent d'autant plus de relief que le nouveau secrétaire général Jean Kaspar les a cautionnées, en plein congrès, en accord avec son prédécesseur Edmond Maire. Le 41e Congrès de la CFDT ne fut pas un congrès ordinaire. Il intervenait dans un contexte de remontée des luttes sociales où la question de l'auto-organisation était posée à un niveau jamais atteint, comme dans la Santé où elle a été le cadre national du conflit, alors que la désyndicalisation en général et la chute de la CFDT en particulier sont extrêmement fortes.

La deuxième raison, c'est que la direction de la CFDT voulait faire avaliser un tournant stratégique à l'organisation et changer son secrétaire général, Edmond Maire, qui règne sur la CFDT depuis 17 ans. Ce départ s'accompagnait de la mise en place d'une direction quotidienne homogène, la commission exécutive, devant empêcher tous débats et garder le cap des nouvelles orientations.

Ce processus réactionnaire ne s'est pas fait en un jour. Plusieurs années furent nécessaires car les équipes militantes s'y opposèrent autant qu'elles le purent. Le premier changement fut amorcé au congrès de 1979. Le mot d'ordre d'alors était "recentrage". Il s'agissait pour la direction confédérale d'utiliser à fond la rupture de l'union de la gauche, en 1977, qui commençait à avoir ses effets sur le champ syndical, dans les rapports entre la Confédération générale du travail (CGT, proche du Parti communiste) et la CFDT. La direction faisait deux autocritiques : avoir trop mis sur les perspectives électorales pour le changement et lié à cette estimation, avoir mis en avant des actions interprofessionnelles nationales à vocation plus politique que syndicale.

Derrière cela se profilait en fait le refus de se battre pour un débouché politique. La CFDT faillit ne pas appeler à voter pour les partis de gauche en 1981, et elle larguait la mobilisation de toute la classe ouvrière au profit d'actions éclatées, branche par branche, entreprise par entreprise, émettant ainsi le rapport de forces global.

L'arrivée de la gauche au gouvernement donna un coup d'accélérateur à l'évolution



Des militants sanctionnés parce qu'ils étaient dans les luttes ! (DR)

en cours. Maire se fit l'apôtre de la politique de rigueur. La négociation tous azimuts prit le pas sur la mobilisation. Un premier coup de semonce eut lieu. La direction voulait signer un accord d'aménagement du temps de travail mettant à mal bien des acquis ouvriers. La base se rebella. La direction dut consulter les syndicats. Ils furent majoritairement contre. C'est de cette époque que la chute des effectifs prit un cours vertigineux, la CFDT apparaissant de jour en jour davantage liée à la politique d'austérité gouvernementale.

## De plus en plus droitier

La direction voulut conjurer le sort en décidant de ne pas appeler à voter pour la gauche aux législatives de 1986 puis à la présidentielle et aux législatives de 1988. Mais le sommet fut atteint publiquement lors des luttes étudiantes de la fin 1986. Après la mort d'un étudiant, Malik Oussékine, provoquée par la police, Maire déclara que la manifestation prévue par les étudiants en signe de protestation et de deuil était "sans objet" puisque le projet de loi était retiré et par crainte de la récupération politique ou des provocations ! Devant le tollé à l'intérieur de l'organisation, il dut faire marche arrière.

Dans les conflits SNCF et EDF qui suivirent, il appela directement à la reprise du travail. Parallèlement à ces faits, la direction mit en chantier une "réflexion" pour donner une ossature "théorique" à sa pratique. C'est ce qu'elle appelle "l'adaptation du syndicalisme". C'est ainsi, qu'en outre, Maire déclarait que les grèves étaient à ranger au musée de l'histoire grâce au développement de l'Etat de droit ou qu'il croyait discerner à côté d'un patronat rétrograde un patronat intelligent, prêt à négocier avec les syndicats "pour l'efficacité économique et sociale" des entreprises. "Dans bien des cas, le maintien des acquis passe par leur transformation... car à laisser stagner des

situations où la sclérose d'un certain patronat se conjugue avec celle d'un certain syndicalisme, on risque fort de voir l'entreprise aller à la faillite" énonçait le rapport pour le 41e Congrès.

## Perspectives d'unification

Dans ce cadre, la perspective socialiste elle-même est abandonnée. L'autogestion n'est plus qu'une démarche qui fait "du conflit et de la confrontation, de la concertation et de la négociation, des moyens de transformation de la société, d'approfondissement de la démocratie et du progrès social". Exit la rupture avec le capitalisme. Rendons le plus humain. Un pas énorme fut franchi à ce congrès en matière de relations unitaires. Il y a longtemps que la CFDT a décrété que l'unité d'action avec la CGT n'était plus possible à cause de ses pratiques sectaires, réelles. Aujourd'hui, elle ancre cette politique de division sur le déclin du PCF qui, enfin, "n'est plus un danger pour la France" et sur les revendications "démagogiques" de la CGT, telle celle sur le Salaire minimum à 6 000 F (il est actuellement à 4 034 F nets).

Sans débat préparatoire, Maire a déclaré au congrès qu'il faut aller plus loin que les simples convergences avec le syndicat Force Ouvrière (FO) et la Fédération de l'éducation nationale (FEN) dans une perspective d'unification : "les grands ruisseaux du syndicalisme français vont vers le même océan". C'est donner son appui à un projet qui a eu quelque mal à se concrétiser jusqu'ici, la création d'une grande centrale social-démocrate pour faire pièce à la CGT et appuyer plus efficacement la politique du Parti socialiste (PS). Ce revirement brusque (jusqu'ici Maire était opposé à cette opération) est dû à la crainte du développement de l'auto-organisation des luttes. Contrôler mieux les mobilisations sociales, voilà l'objectif.

Il n'est pas étonnant que pour faire ap-

pliquer une telle politique, une direction homogène soit nécessaire. Car toute la CFDT est loin d'être d'accord avec de telles perspectives. Maire a dû se battre d'abord pour qu'un représentant d'un syndicalisme plus combatif, Pierre Héritier, ne soit plus dans la commission exécutive et ne puisse pas s'y représenter, en s'appuyant sur des dispositions statutaires fort peu démocratiques.

### Défendre la démocratie ouvrière

De très nombreux délégués au congrès ont parfaitement fait le lien entre ces deux aspects, comme avec les exclusions dans la Santé et les PTT. Ils ne sont pas les seuls visés, tous ceux qui voudront défendre un syndicalisme unitaire, de combat, qui n'enferme pas les revendications dans le carcan des "possibilités" de l'économie capitaliste le sont au même titre, *a fortiori* s'ils sont soucieux de développer la démocratie ouvrière la plus large dans les mobilisations.

Les mois qui viennent vont être décisifs pour la CFDT, et vont déterminer le destin de cette orientation. Dans un congrès très fermé, 45% des délégués ont voté pour le maintien de la perspective socialiste autogestionnaire. La plupart des amendements gauche ont fait aux alentours de 35%. La direction actuelle a un atout certain : l'émergence de nouvelles couches militantes depuis 1981 dans un contexte de calme social. Un nombre non négligeable tire son prestige social de sa place dans les négociations et multiples lieux de concertation. Parmi ceux-là, on l'a vu dans les conflits récents, certains sont parfaitement prêts à s'affronter au mouvement de masse. Cela ne peut que conforter la direction dans son cours actuel.

Il appartient aux militants, aux responsables lutte de classe de s'unifier pour enrayer cette dynamique infernale. Près d'un millier de responsables de syndicats, unions départementales, dirigeants fédéraux — dont le prédécesseur de Maire à la tête de la CFDT, Eugène Descamps — ont signé une lettre ouverte au nouveau secrétaire général, Jean Kaspar. Il y est écrit: "Nous n'acceptons pas que la CFDT soit détruite par des sanctions... On assiste (depuis des semaines) à un fort courant, parfois avec des limites certes, mais à une aspiration massive à l'autogestion des luttes par les salariés eux-mêmes. Les militants qui ont été les plus liés à ces luttes doivent-ils être sanctionnés, expulsés de l'organisation ? Nous disons non".

L'enjeu est clair. On ne peut militer pour l'unité du mouvement syndical en acceptant chez soi une scission, ni militer pour la démocratie ouvrière dans les luttes et laisser expulser ceux qui l'ont mise en pratique. Une victoire écrasante de la direction en la matière présagerait de lourdes défaites à venir pour tous ceux opposés à un syndicalisme de régulation sociale. ■

2 janvier 1989

## ALLEMAGNE DE L'EST

# L'Eglise et les mouvements indépendants

DEPUIS LA REPRESSION contre la Bibliothèque écologiste de l'Eglise de Sion (1) en novembre 1987, le Parti communiste est-allemand (SED) multiplie les mesures répressives contre les groupes indépendants qui agissent en grande partie sous le couvert de l'Eglise. Werner Fischer est une des principales figures de l'Initiative sur la paix et les droits de l'Homme, un groupe pacifiste indépendant, créé en 1986. Arrêté sous l'inculpation de "haute trahison", après la manifestation de Berlin, du 17 janvier 1988 (2), il a été expulsé en Allemagne de l'Ouest, en compagnie d'autres dirigeants de l'Initiative, comme Wolfgang et Regina Templin. Werner Fischer a été interviewé avant son retour en RDA, six mois après son expulsion.

**E**ast European Reporter :  
On dit que face à la répression croissante de la part du gouvernement, le mouvement indépendant est de plus en plus dans l'insécurité et désorienté.

Qu'en pensez-vous ?

— **Werner FISCHER** : Au début de 1988, un état esprit optimiste prévalait chez beaucoup de personnes après la libération des membres de la Bibliothèque écologiste. Emprisonnés en novembre 1987, ils avaient été libérés sans procès, à la suite d'une campagne très réussie en leur faveur. Il a toujours été très difficile de faire comprendre aux gens que ces espaces de liberté qui émergent de temps en temps, ne sont que de simples retombées des aléas de la politique étrangère de la RDA. A l'époque, il s'agissait d'une conséquence de la visite du chef de l'Etat Honecker en France, en Allemagne de l'Ouest, etc.

Il n'était pas facile de contrer l'optimisme ambiant qui voulait croire que la glasnost et la perestroïka étaient déjà

instaurées en RDA, ce qui, à mon avis, n'est toujours pas le cas.

■ **Le samizdat le plus connu en RDA est Grenzfall, qui est l'une des cibles préférées de la répression gouvernementale. Grenzfall a-t-il encore un avenir ?**

— Les derniers numéros de *Grenzfall* ont paru en novembre 1987, juste après l'attaque contre la Bibliothèque écologiste à l'Eglise de Sion et en janvier 1988. *Grenzfall* sera remplacé par un nouveau magazine, intitulé *Gegendruck* qui veut dire "contre-pression", mais aussi "contre-publication". Il n'y aura aucune différence du point de vue du contenu mais *Grenzfall* symbolise les groupes oppositionnels et, par conséquent, on a préféré ne plus utiliser ce nom et provoquer les autorités.

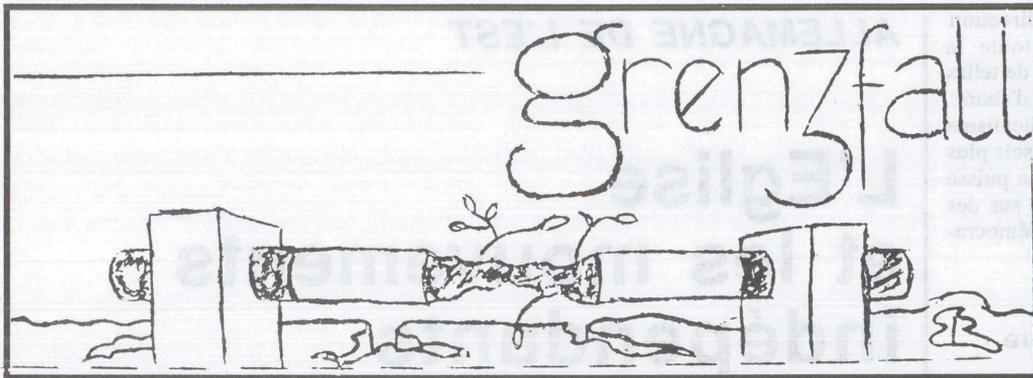
■ **En Occident, on dit parfois que les groupes d'opposition en RDA n'existent que grâce au soutien de l'Eglise (3). Par all-**

1) En novembre 1987, la "Bibliothèque écologiste" de l'Eglise de Sion, lieu de rassemblement des Archives indépendantes d'information sur l'écologie en RDA, a été investie par les forces de la Stasi (la sécurité d'Etat) qui ont arrêté les personnes présentes, en les accusant notamment de publier du matériel subversif. Voir *Inprecor* numéro 268 du 20 juin 1988.

2) Le 17 janvier 1988, lors du rassemblement officiel en l'honneur de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, assassinés par la social-démocratie en 1919, une centaine de manifestants indépendants avaient été arrêtés, dont le célèbre chanteur Stefan Krawczyk et sa femme Freya Klier, car ils avaient déployé des bande-

roles avec leurs propres revendications, et notamment des citations de Luxemburg, comme : "La liberté, c'est celle de ceux qui pensent autrement". Voir également *Inprecor* numéro 268.

3) L'Eglise évangéliste, protestante, compte près de 5 millions de membre (30 à 40% de la population). L'Eglise catholique quant à elle compte 1,3 million d'adhérents. Le 26 juin 1988, près de 30 000 personnes ont participé à la réunion de clôture du congrès de l'Eglise évangéliste. Lors de ce congrès, la direction de celle-ci a été prise à partie par la base, les tenants de "l'Eglise d'en bas", à cause de sa politique trop conciliatrice à l'égard du pouvoir.



**leurs, on entend aussi parler des différences et divergences entre l'Eglise et l'opposition. Comment définiriez-vous les relations actuelles entre elles ?**

— L'Initiative pour la paix et les droits de l'Homme ne tient pas à tout prix à avoir des liens privilégiés avec l'Eglise. Nous utilisons l'espace physique qu'elle nous donne, mais nous nous considérons comme un groupe indépendant. L'Initiative essaye d'avoir de bons rapports de travail avec l'Eglise, à cause de sa place importante dans la société. Dans la foulée du raid contre la Bibliothèque écologiste et les arrestations qui l'ont suivi, la direction de l'Eglise a été amenée à prendre d'excellentes positions et a semblé intéressée à initier un dialogue ouvert avec l'Initiative.

La raison en a été l'arrestation et l'emprisonnement de deux membres de l'Eglise à la suite de ce raid, ce qui a engendré une vague de solidarité dans les églises à travers tous le pays.

La direction de l'Eglise a été forcée de prendre position sur cette question, et n'aurait pas pu se permettre de rester plus longtemps en retrait. Et bien sûr, après la vague de répression de janvier-février 1988, les églises se sont remplies de gens soutenant l'Initiative.

Les dirigeants de l'Eglise savent également que l'Initiative a une influence sur les groupes indépendants de l'Eglise à travers des contacts informels, et qu'il y a des relations assez proches à ce niveau.

**■ Templin a dit que les arrestations et les mesures répressives avaient pour objectif de brouiller entre eux les mouvements pacifistes liés à l'Eglise et les groupes non religieux comme l'Initiative. Etes-vous d'accord avec cette analyse ?**

— Tout à fait. J'ajouterais juste qu'il y avait encore un autre objectif, faire peur aux groupes indépendants. Les autorités ont calculé que si elles arrêtaient des membres importants de l'Initiative, cela allait paralyser les autres groupes et mettre fin à leurs activités. Mais en réalité, dans les deux cas, c'est exactement le contraire qui s'est passé.

A Berlin-Est, un service religieux était célébré tous les soirs en solidarité avec les emprisonnés. On les appelait "les messes d'intervention". Mais il s'agissait surtout,

de leur donner une apparence religieuse. En fait, on avait à faire à de véritables réunions politiques régulières. Elles se tenaient essentiellement sous la pression des groupes indépendants, mais aussi de gens ordinaires qui n'étaient pourtant actifs nulle part, et malheureusement également, de personnes qui voulaient quitter la RDA et qui mettaient en avant leurs propres cas individuels.

**■ Combien de personnes y assistaient-elles ? Ces gens expriment-ils leur soutien à l'Eglise ou aux groupes indépendants ?**

— Plusieurs milliers de gens y ont déjà assisté et exprimé en effet un tel soutien. Aux 3 000 personnes qui assistaient chaque soir aux services religieux de Berlin, il faut ajouter ceux qui participaient à de semblables soirées à Dresde, Halle, Leipzig et d'autres villes. Pour avoir une idée plus précise du nombre de gens, il faut savoir que 350 000 marks ont été récoltés durant ces services religieux pour venir en aide aux prisonniers. C'est une grosse somme d'argent, compte tenu du fait que le salaire mensuel moyen d'un travailleur est d'environ 900 marks. Beaucoup d'ouvriers du bâtiment ont donné la totalité de leur salaire mensuel.

Certains de ces services ont eu lieu dans la semaine qui se situe entre les arrestations du 17 janvier 1988, où étaient impliqués essentiellement des gens qui voulaient quitter la RDA, et les arrestations des dirigeants de l'Initiative et d'autres, le 25 janvier. Après notre arrestation, le nombre de participants à ces services a considérablement augmenté. Ce qui est très compréhensible, car à partir de ce moment, il était devenu clair qu'il ne s'agissait plus de défendre simplement des gens qui voulaient quitter la RDA, mais de défendre des personnes qui voulaient rester et lutter pour qu'il y ait des changements à l'intérieur.

**■ Le gouvernement est prêt à tolérer des activités non-gouvernementales si elles restent confinées dans la sphère de l'Eglise ?**

— Durant ces deux-trois dernières années, les groupes actifs au sein de l'Eglise ont cherché petit à petit à couper leurs liens avec elle et il est devenu très difficile de déterminer exactement si une activité quel-

conque se situait dans ou hors des structures de l'Eglise, ce qui a posé de graves problèmes au pouvoir. Il a parfois arrêté ou tenté de réprimer des gens qu'il croyait appartenir à des groupes indépendants ou non-religieux à l'Eglise, comme l'Initiative, et qui se sont avérés être des membres de groupes appartenant à l'Eglise.

Cela a bien sûr créé des frictions avec l'Eglise, que le pouvoir aurait préféré éviter. Les autorités peuvent tolérer certaines activités et expressions critiques au sein de l'Eglise. Par contre, aucune activité qui déborde ce cadre ne sera tolérée.

Un des objectifs du gouvernement, l'année dernière, était de canaliser de nouveau les activités indépendantes au sein des structures cléricales et de forcer l'Eglise à en prendre la responsabilité. Ainsi, d'une part, il pouvait se permettre de tolérer les activités protégées par l'Eglise, tout en réprimant les activités de groupes indépendants et non-liés à l'Eglise, sans risque de conflit avec celle-ci. D'autre part, le gouvernement aurait également la possibilité de coincer la hiérarchie religieuse dès qu'une activité organisée au sein de l'Eglise dépasserait certaines limites, puisqu'il pourrait intervenir et lui dire : "vous n'êtes autorisé qu'à organiser des activités qui cadrent avec les matières religieuses"

**■ L'Eglise est-elle prête à se laisser manipuler de la sorte ?**

— Elle ne pourra pas faire autrement que de céder tôt ou tard à cette pression. Les relations entre l'Eglise et l'Etat ont toujours été un terrain glissant pour la direction de l'Eglise. Elle ne cesse de louvoyer et elle est prête à déclarer qu'elle ne tolère et ne protège que certaines activités mais pas les autres.

**■ En lisant divers documents de l'Initiative, on ne peut qu'être frappé par des passages qui évoquent irrésistiblement les documents de la Charte 77 en Tchécoslovaquie. Est-ce une simple coïncidence ou le résultat d'un échange d'information et d'idées ?**

— Au sein de l'Initiative, nous avons bien sûr suivi attentivement le travail de la Charte 77 et le courage de certains signataires de la Charte est exemplaire à nos yeux. Mais nous ne les considérons pas comme nos professeurs et nous ne nous bornons pas à les copier. Nos opinions et revendications sont basées sur nos propres expériences.

Cependant, on doit aussi admettre que malgré la spécificité des situations dans chacun des pays de l'Est, la Tchécoslovaquie et la RDA ont finalement beaucoup de similitudes. Il n'est donc pas étonnant que nous arrivions à des conclusions semblables. Nos contacts mutuels devraient, bien sûr, s'intensifier et se renforcer et c'est

d'ailleurs le principal point de nos discussions.

Bien entendu, nous ne sommes pas toujours d'accord avec la Charte. Par exemple, lorsque nous avons salué l'Appel de Prague de la Charte (4), nous avons également souligné que nous avons une perception différente du processus d'Helsinki. Ceci dit, ni la Charte ni nous-mêmes ne sommes assez homogènes pour que tout le monde ait la même opinion sur tout, certains membres de l'Initiative partagent par exemple le jugement sur Helsinki, exprimé dans l'Appel de la Charte. D'ailleurs, certains signataires de la Charte étaient également en désaccord avec le contenu de cet appel ou sur d'autres points.

### ■ **Quelles sont vos sources d'information sur les groupes indépendants de l'Europe de l'Est ?**

— Nos principales sources d'information sont les canaux indépendants qui fonctionnent essentiellement *via* l'Occident. Ce que nous apprenons à travers les radios et autres médias occidentaux ne fait que rajouter des informations complémentaires. La plupart des documents nous parviennent assez rapidement et nous sommes capables de les traduire et de les publier. Mais cela change d'un pays à l'autre.

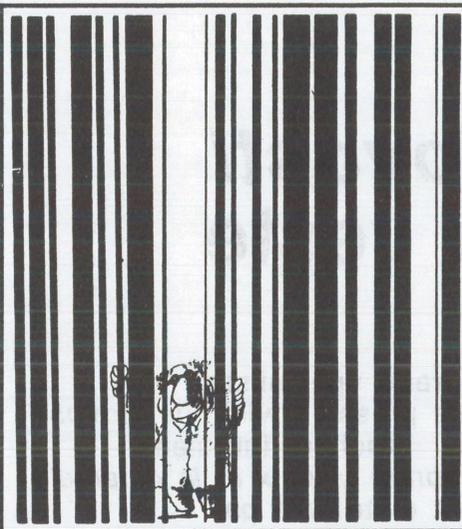
C'est avec la Pologne que nous avons tissé les meilleurs réseaux d'information, ensuite vient la Tchécoslovaquie et en troisième lieu l'Union soviétique. Loin derrière vient la Hongrie où les cercles indépendants ont toujours l'air d'avoir une attitude assez arrogante et distante par rapport à l'opposition est-allemande. Nous n'avons rien sur la Roumanie, sauf ce que nous apprenons des médias occidentaux. Nous n'avons presque pas de contacts non plus avec les groupes indépendants en Yougoslavie.

### ■ **Les actions de protestation en votre faveur ont-elles eu des répercussions en RDA ?**

— L'Initiative a fait des copies de ces textes et les a distribuées dans toutes les églises où ils ont été lus lors de ces messes d'intervention. Ainsi, un grand nombre de personnes ont pu en prendre connaissance. Lors de leur lecture, les textes ont été réellement applaudis. Les gens ont réalisé qu'ils étaient soutenus par d'autres personnes dans toute l'Europe de l'Est. C'était d'autant plus important parce que beaucoup d'entre eux n'étaient pas au courant des liens qui existaient entre les différents groupes indépendants.

### ■ **Mais les réactions émanant de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire de personnes qui n'ont pas d'influence sur leur propre pays, ont-elles un impact ?**

— Oui, absolument. Les réactions venant de politiciens occidentaux ont une influence plus directe sur les autorités mais il est extrêmement important que les groupes



indépendants et les gens manifestent leur solidarité lorsque de tels événements ont lieu. Pour le moment, elles n'ont qu'une valeur symbolique, mais pour nous c'est un grand encouragement moral et même politique c'est extrêmement important. (...)

### ■ **Croyez-vous que ce genre de développements ait un quelconque avenir ?**

— Je pense que plus fortes seront les forces critiques à l'Est, plus étroite sera leur coopération, mieux cela sera. Nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres et nous devons nous entraider. Malgré toutes nos différences, nous avons tous souffert des conséquences de Yalta. Les tentatives de formuler des documents politiques communs qui expriment des points de consensus sont très importantes tant qu'elles ont trait à des questions et matières concrètes, comme la Charte 77 semble avoir tenté de le faire à plusieurs reprises.

C'est le meilleur terrain d'entente que l'on puisse trouver. (...)

Par ailleurs, à court terme, cela pèse également sur les gouvernements est-européens qui s'aperçoivent qu'ils n'ont pas seulement à faire à des groupes d'opposition locaux, isolés, mais à quelque chose de réellement international. Cela souligne la solidarité mutuelle de ceux qui ont une expérience directe du communisme de type soviétique.

Je pense qu'il est aussi important qu'on se rende compte en Occident qu'il peut y avoir aussi une différence de conception à ce niveau, par exemple lors des discussions dans les groupes pacifistes occidentaux sur les liens entre la paix et les droits de l'Homme. En ce moment, les gens à l'Ouest peuvent dire : "les Polonais sont très radicaux, mais les gens en RDA n'ont rien à voir avec cela", ou bien, "les opposants d'Europe de l'Est feraient mieux de se tenir tranquilles sinon ils vont renverser le bateau de Gorbatchev". Mais plus ces groupes indépendants de l'Est agiront ensemble, plus il sera difficile aux Occidentaux de les ignorer et plus il sera facile pour les militants à l'Est d'introduire dans les discussions occidentales, des sujets qui leur paraissent d'une importance vitale.

### ■ **En Occident certains pensent que les groupes indépendants de l'Est ne doivent pas être pris trop au sérieux parce qu'ils sont trop petits. Etes-vous d'accord avec cela ?**

— Beaucoup de gens, et pas seulement à l'Ouest, sous-estiment la taille réelle des forces indépendantes. Je pense que nos amis hongrois sous-estiment également la puissance des forces critiques en RDA. J'estime qu'à l'heure actuelle, 200 groupes indépendants sont actifs en RDA, au sein de l'Eglise ou en dehors. Chaque groupe ayant de 20 à 100 membres, il s'agit donc d'une force qui va de 40 à 100 000 individus au total. La plupart d'entre eux sont totalement intégrés à la société, ce qui veut dire qu'ils représentent un énorme potentiel critique [par rapport au pouvoir].

La raison pour laquelle les autorités s'en sont, pris récemment, d'une façon si violente aux groupes indépendants est précisément ce potentiel ou ce contre-poids qui a été capable de leur arracher des concessions. Par exemple, depuis 1986, aucun objecteur de conscience n'a été emprisonné en RDA. Et ce n'est certes pas parce que le gouvernement est tout d'un coup devenu gentil et humaniste ! C'est parce qu'il est conscient de l'ampleur des protestations qu'un tel acte entraînerait. (...)

### ■ **Les activités indépendantes dans les autres pays de l'Est sont-elles bien suivies en RDA ?**

— Elles suscitent un intérêt croissant et les gens viennent nous demander des informations alors que 4 ans auparavant, nous devions essayer de les convaincre de l'importance des développements dans les autres pays de l'Europe de l'Est.

(...) Chaque mois, nous organisons une série de séminaires privés sur la Hongrie ou la Tchécoslovaquie, par exemple, et près de 60 personnes y assistent et diffusent par la suite ces informations.

### ■ **Pourquoi cet intérêt s'est-il accru ces dernières années ?**

— C'est une conséquence de nos articles de *Grenzfall* et des documents sur l'Europe de l'Est que nous avons fait circuler. Bien sûr, les développements en Pologne dans les années 80 ont également beaucoup contribué à réveiller et maintenir cet intérêt.

Août 1987,  
East european reporter

4) Un séminaire sur "le rôle des groupes indépendants dans les relations pacifiques entre les nations" s'est réuni à Prague, le 17 juin 1988, à l'initiative de la Charte 77. 40 militants du mouvement de la paix venant de 17 pays différents, de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, mais aussi des Etats-Unis, de Porto-Rico et de l'Inde, y ont participé. Les participants ont lancé un appel pour la création d'un "Parlement européen de la paix, constitué d'organisations non-gouvernementales", ce forum permanent serait chargé de soutenir les aspects positifs des accords d'Helsinki.

# L'agence Novosti retourne sa veste

LE DR. NIKOLAI VASETSKY, grand spécialiste du "trotskysme", de l'agence de presse soviétique *Novosti*, était tristement célèbre pour sa brochure intitulée "*Le trotskysme contemporain contre la paix et la détente*", imprimée en 1986, et largement distribuée par les ambassades soviétiques, et notamment celles de La Havane et de Managua. Cette brochure était truffée de calomnies ignobles du plus pur style stalinien. Entre-temps, le vent de la *glasnost* a soufflé à l'agence *Novosti* et a même effleuré M. Vasetsky.

## Ernest MANDEL

**L**ES AUTORITES judiciaires soviétiques ont cassé les verdicts des trois procès de Moscou et ont blanchi tous les inculpés, dont Trotsky, des accusations infamantes (que Vasetsky reproduisait) de collaboration avec un quelconque gouvernement capitaliste.

### L'air de la calomnie

Mis en mauvaise posture par ce revirement des autorités judiciaires et par l'exigence qui prédomine, aujourd'hui, dans l'opinion publique soviétique sur le rétablissement de la vérité historique, M. Vasetsky a dû revenir sur le sujet du "trotskysme", en mettant beaucoup d'eau dans son vin empoisonné.

L'agence *Novosti* diffuse en effet, en décembre 1988, un article sous sa plume, intitulé "*Le trotskysme moderne, idéologie et pratique*". Dans ce nouvel article, toutes les accusations infamantes de la brochure de 1986 ont disparu. Il y a certes encore une tournure de phrase embarrassée (et embarrassante pour son auteur dans le climat de la *glasnost*) :

*"Malheureusement, les trotskystes modernes n'étudient pas toujours en premier lieu les contributions de Trotsky en tant que révolutionnaire et qui lui ont valu l'éloge de Lénine et l'attention du Parti et du Komintern. En règle générale, ils préfèrent s'appuyer sur celles de ses contributions qu'il vaudrait mieux ne pas étaler au grand jour et laisser tomber dans l'oubli."*

Nous mettons M. Vasetsky au défi de citer une seule activité ou expérience de Trotsky qui ne résisterait pas à un examen en pleine lumière.

De la part d'un monsieur qui s'est encore si récemment répandu en calomnies et qui n'a même pas le courage de mentionner, aujourd'hui, ce qu'il écrivait hier, ni de faire la moindre autocritique à ce propos, pareille

insinuation ne jouit d'aucune autorité politique, pour ne pas dire morale. Si les calomnies ont, en gros, disparu, des déformations grossières subsistent. Ainsi les trotskystes sont présentés comme coupables d'orientations "gauchistes", inspirées par le fait qu'ils avaient surtout recruté, dans le passé, dans les couches marginalisées de la société (étudiants, petite bourgeoisie appauvrie, couches les plus pauvres du prolétariat, immigrés etc.).

La prétendue tendance aux "scissions innombrables" est présentée comme "congénitale" au trotskysme, sans poser la question : en combien de tendances opposées les unes aux autres le mouvement communiste (sans même parler du mouvement ouvrier dans son ensemble) a-t-il donc éclaté ?

Plus étonnant encore, M. Vasetsky prétend que les trotskystes regroupés par le Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale (et moi-même personnellement) seraient des "réformistes de gauche", parce que nous prônons la participation aux élections et œuvrons "en faveur de réformes qui pourraient améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs". La lutte pour des réformes implique-t-il d'être réformiste ?

### Réformistes ?

M. Vasetsky connaît-il un seul parti communiste dans le monde, qui serait opposé à la participation aux élections et à la lutte pour les réformes qui améliorent les conditions de vie des travailleurs ?

Ignore-t-il que l'actuel ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne de l'Ouest, M. Genscher, nous a expulsés de ce pays lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, en faisant référence à nos "*convictions et activités révolutionnaires*" ?

L'article de M. Vasetsky contient encore de nombreuses déformations des thèses politiques et de l'activité trotskystes. Mais notre mouvement y est apprécié comme une force réelle au sein du mouve-



ment ouvrier, implantée dans la classe ouvrière et dans la paysannerie.

Les pays où les trotskystes sont relativement les plus forts sont correctement énumérés, à l'exception de l'Espagne, de la Suède et du Mexique. Cet oubli est-il dû au fait que le parti communiste mexicain (PMS) s'est dissous et que nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) sont maintenant le seul parti socialiste/communiste de ce pays ?

Mais laissons ces broutilles. Le retournement de veste de M. Vasetsky — est-il inspiré de "haut lieu" ? — aboutit à une conclusion assez sensationnelle : "*La plupart des organisations de gauche adoptent face au trotskysme, une attitude de "neutralité active"*".

*Cela n'exclut pas la possibilité d'une collaboration pratique avec les trotskystes. Il existe déjà beaucoup d'exemples d'une telle collaboration de la part des partis communistes et socialistes, d'organisations et de mouvements anti-guerre, dans une série de pays d'Europe occidentale et d'Amérique latine, ainsi qu'en Australie. Des blocs électoraux, des alliances politiques, et des accords pour la réalisation de campagnes politiques à court terme, et parfois même à long terme ont été réalisés avec les groupes trotskystes.*

Il faut juger dans chaque cas concret dans quelle mesure cette collaboration peut donner des résultats. D'après nous, des alliances de cette nature doivent être des alliances soit "contre", soit "pour". "Contre" la politique anti-populaire de l'impérialisme des monopoles, "pour" des transformations dans l'intérêt des travailleurs. Seule une telle collaboration pourra avoir un sens et n'aura aucune conséquence négative pour les partis concernés. "Aura-t-on vu le signal, à la direction du Parti communiste français, malgré ses réticences à l'égard de la *glasnost* ?

# Le trotskysme moderne idéologie et pratique

SA PHOTO ORNAIT la dernière page de brochures largement diffusées par l'Agence de presse soviétique *Novosti*, dans les années 80. Nicolaï Vasetsky, 40 ans, est un journaliste soviétique, spécialiste du "trotskysme". Comme des milliers de ses semblables, il n'est qu'un mauvais phonographe sur lequel la bureaucratie fait tourner le disque dont elle a besoin au moment opportun. Vasetsky était trop jeune pour avoir pu écrire des brochures accusant Trotsky et les siens d'être des agents rémunérés de Hitler, de Chamberlain et du Mikado. Sans nul doute il l'aurait fait. On lui a demandé de dénoncer les trotskystes comme des serviteurs de la bourgeoisie, il l'a fait à plusieurs reprises.

Aujourd'hui, on vient de le prier de dire que les trotskystes avaient changé et qu'on pouvait éventuellement faire un bout de chemin avec eux, il l'a encore fait.

Mais attention ! Vasetsky prend cette fois certains risques. Il est plus grave d'affirmer que les trotskystes sont des gens fréquentables que d'avoir dit qu'ils sont des flics. On pourrait, plus tard, lui reprocher cet article...

## DOCUMENT

**L**E TROTSKYSME occupe une place particulière parmi les courants politiques qui se sont efforcés de se placer "à gauche" des partis communistes. Son origine remonte au début des années 20. Son idéologie et sa pratique se basent sur la théorie de Trotsky de la "révolution permanente", qui a représenté une réaction spécifique d'une partie des couches non prolétariennes, avant tout de l'intelligentsia urbaine petite bourgeoisie, à la théorie léniniste de la révolution socialiste. Par la suite le trotskysme a connu des modifications essentielles.

Le trotskysme moderne s'est présenté sous le drapeau de la "IVe Internationale" qui a été fondée par Trotsky en 1938 et qui s'est divisée en plusieurs groupements luttant l'un contre l'autre. (...)

Ce qui révèle que la division des groupes de la IVe Internationale est devenue une norme d'existence. Leurs luttes entre eux proviennent de l'absence de toute base sociale solide, du subjectivisme, et du volontarisme dans l'appréciation des événements et des perspectives de la lutte de classes.

C'est pourquoi les trotskystes sont réduits à n'être que l'expression des ambitions de pouvoir des politiciens trotskystes. La mosaïque trotskyste est encore plus multicolore selon les différents pays.

En France, en Grande-Bretagne, en Espagne et dans une série de pays latino-américains, il existe de dix à quinze groupes trotskystes ou proches du trotskysme. Ces groupes sont assez petits, allant de quelques dizaines à quelques centaines de membres. Certes il y a des exceptions.

## La division : une norme

En France, il y a trois grosses organisations trotskystes : la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui compte entre 4 et 5 000 membres, laquelle depuis de nombreuses années s'efforce de devenir un parti de dix mille ; Lutte ouvrière (LO) avec 3 000 membres environ. En Grande-Bretagne il y a le groupe Le Militant auquel appartiennent dix mille personnes environ. Deux ou trois partis trotskystes avec un nombre de militants allant de 1 000 à 3 000 existent en Belgique, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, au Pérou, en Argentine et au Brésil.

Tous ces groupes de la IVe Internationale s'efforcent de recruter des membres, pour la plupart dans la petite bourgeoisie, l'intelligentsia urbaine et dans les pays en voie de développement dans la paysannerie et les étudiants. On comprend pourquoi les trotskystes donnent la priorité à ces couches. Elles expriment incontestable-

ment leur mécontentement à cause de leur situation dans les conditions de crise du capitalisme qui s'approfondit mais ne disposent pas toujours d'une expérience politique et peuvent donc être attirées par l'idéologie du trotskysme qui, à première vue, apparaît radicale.

## Tournant vers l'industrie

Dans les années 80, de nombreux groupes trotskystes se sont prononcés pour le déplacement du centre de gravité de leur travail des universités aux entreprises. Par exemple dans la République fédérale d'Allemagne, a été publié le journal trotskyste *Sozialistische Arbeiterzeitung* (Journal socialiste des travailleurs) qui se présente comme "l'organe de presse libre de l'ensemble de la classe ouvrière d'Allemagne".

Le trotskysme s'efforce d'exploiter le potentiel des travailleuses qui, dans les pays capitalistes industrialisés, représentent entre le tiers et la moitié de la population active, et qui sont soumises à une double exploitation du point de vue de la rétribution et de la qualification. Les trotskystes cherchent aussi à s'implanter dans d'autres couches de la société bourgeoise parmi les plus exploitées, c'est-à-dire les ouvriers sans instruction et peu qualifiés, les ouvriers agricoles, les immigrés et les chômeurs. Selon les trotskystes, le critère fondamental de l'esprit révolutionnaire de ces couches est leur bas niveau de vie et leur dénuement social.

Dans ces catégories de travailleurs les trotskystes voient une couche large de militants combattifs, susceptibles d'accepter plus facilement la théorie de la révolution permanente. Le propre de ces couches est l'aspiration à des changements immédiats. C'est pourquoi ils n'ont aucune idée claire des chemins à parcourir pour les atteindre, ni des formes de combat appropriées, ni des véritables responsables de leur détresse.

Les trotskystes s'adressent aussi (sans quelque succès) à des gens qui sont déjà passés par une certaine expérience de lutte politique, aussi bien dans les rangs des partis communistes ou socialistes que des syndicats, des organisations de jeunesse et des mouvements anti-guerre.

Selon les propres mots des dirigeants de Lutte ouvrière, il est nécessaire de recruter des travailleurs conscients qui veulent combattre pour la révolution, qui sont encore dans les rangs des partis communistes et socialistes, mais sont mécontents de la politique de leur direction.

Il faut surtout noter que les trotskystes apparaissent où et quand les organisations de travailleurs remportent leurs plus grands succès contre les patrons, arrachent des victoires dans des grèves et obtiennent des augmentations de salaire, des améliorations de leurs conditions de travail et de leur niveau de vie. Ils apparaissent aussi dans les entreprises où les organisations des partis communistes et socialistes de même que les syndicats d'orientation révolutionnaire sont particulièrement actifs et combattifs.

Pour attirer l'attention sur leurs conceptions, les trotskystes élargissent leur arsenal de propagande. A côté d'actions traditionnelles comme des manifestations, des meetings et des débats publics, ils ont adopté des méthodes nouvelles par rapport à celles des années 60 et 70, entre autres, participation à des campagnes électorales dans un but de propagande, apparition à la radio et à la télévision, cours de formation, publications d'articles dans des maisons d'édition à circulation de masse. (...)

### Les trotskystes réformistes

Il y a des trotskystes qui ont des tendances sociales réformistes. Ils se regroupent dans le Secrétariat unifié de la IVe Internationale. Le credo de ces trotskystes réside dans le réformisme radical de gauche qu'ils interprètent à leur façon. Ils ne nient pas la nécessité d'utiliser les institutions de la démocratie bourgeoise, ils participent aux élections, ils se prononcent pour la réalisation de réformes qui puissent améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs. (...)

Malheureusement, les trotskystes modernes n'étudient pas toujours en premier lieu les contributions de Trotsky en tant que révolutionnaire et qui lui ont valu l'éloge de Lénine et l'attention du Parti et du Komintern. En règle générale, ils préfèrent s'appuyer sur celles de ses contributions qu'il vaudrait mieux ne pas étaler au grand jour et laisser tomber dans l'oubli.

Les trotskystes reconnaissent les conquêtes des pays socialistes, mais en même temps ils contestent leur nature socialiste. Ils s'accrochent opiniâtrement à l'idée clé de la révolution permanente sur l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays. Mais si dans les années 20 et 30, lorsque cette question n'était pas totalement éclaircie et que se sont produites les déviations des groupes staliniens par rapport aux conceptions de Lénine sur le socialisme, Trotsky avait certains arguments en sa faveur, par contre, dans les années 80, les positions trotskystes sur la non-existence du socialisme en Union soviétique et dans les autres pays qui composent le système socialiste mondial, apparaissent comme anachroniques.

L'idée de la transformation de l'Union soviétique par l'intervention des trotskystes est, elle aussi, inconséquente. D'une part, ils saluent apparemment les changements qui se réalisent tout en les interprétant à leur façon. De l'autre, ils restent accrochés aux vieux clichés trotskystes, notamment à la thèse de Trotsky sur le "Thermidor soviétique", c'est-à-dire à la "dégénérescence de l'Union soviétique". Les dirigeants de Lutte ouvrière estiment que la nature de l'Union soviétique n'a pas changé par rapport à la période des années 20 et 30 lorsque la bureaucratie utilisait la terreur et les repréailles pour la consolidation de son pouvoir. D'où la conclusion (pour utiliser leurs propres termes) : que les réformes soient réalisées ou non, le régime sera toujours hostile aux travailleurs.

### VASETSKY 1984 :

"On peut se demander qui sert le trotskysme aujourd'hui, pourquoi il reçoit de l'aide des milieux contre lesquels, si nous devons croire ses dirigeants, 'une lutte plus résolue' doit être engagée."

"Cette position [d'aide au terrorisme armé en Asie du Sud-Est] prise par les trotskystes est l'évidence incontestable que leur critique du socialisme réel est de caractère contre-révolutionnaire et vise à restaurer le capitalisme."

*Le trotskysme aujourd'hui, quels intérêts sert-il ?*  
Novosti, 1984

### VASETSKY 1986 :

Les trotskystes "espéraient que l'Union soviétique subirait la défaite en cas de guerre... Dans des directives envoyées à ses collaborateurs, Trotsky les appela à établir des contacts directs avec les gouvernements de l'Allemagne fasciste et du Japon militariste." Suit une citation d'une lettre à Radek, produite en 1937, lors du deuxième des Procès de Moscou. Il a été reconnu depuis, par un tribunal soviétique qu'il s'agissait d'un faux grossier.

*Le trotskysme aujourd'hui : contre la paix et la détente*  
Novosti, 1986

Les prises de position des trotskystes sont aussi contradictoires en ce qui concerne aussi la solution de la question clé d'aujourd'hui, à savoir la question de l'élimination du danger d'une guerre mondiale thermo-nucléaire et du maintien de la paix dans le monde. On peut croire qu'aucun des groupes trotskystes ne conteste l'importance de la lutte pour la paix. Mais dans la IVe Internationale on ignore avec obstination, de même qu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, l'efficacité de la politique de coexistence pacifique, qui est présentée, tout comme auparavant, comme un "règlement" entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Dans la presse trotskyste on a l'impression "d'entendre la voix d'un passé éloigné", qui se distingue très peu de l'idée de Trotsky, "la guerre est la mère de la révolution." Par exemple les trotskystes des Etats-Unis répètent de temps en temps "la révolution ouvrière est la seule voie pour le maintien de la paix".

### Peut mieux faire...

Certes les trotskystes s'éloignent des conceptions du passé et s'efforcent de tenir compte de la situation actuelle, mais ils accompagnent leurs déclarations de toutes sortes de réserves. Parmi tous les éléments factuels ils choisissent ceux qui, dans leur opinion, les avantagent le plus. Dans ce contexte, on doit être d'accord avec ceux qui estiment que le seul critère que les trotskystes modernes considèrent comme valable pour juger de leur capacité de renouvellement, était et reste de savoir dans quelle mesure les thèses qu'ils utilisent sont utiles pour leur stratégie et leur tactique.

Tout cela doit naturellement déterminer l'attitude des autres partis et organisations de gauche envers les groupes trotskystes. Il

y a une certaine tendance à une attitude réticente. Mais en général, l'attitude vis-à-vis des trotskystes n'est pas aussi claire qu'auparavant. La plupart des organisations de gauche adoptent, face aux trotskysme, une attitude de "neutralité active".

### Possibilité de collaboration

Cela n'exclut pas la possibilité d'une collaboration politique avec les trotskystes. Il existe déjà beaucoup d'exemples d'une telle collaboration de la part des partis communistes et socialistes, d'organisations et de mouvements anti-guerre, dans une série de pays d'Europe occidentale et d'Amérique latine, ainsi qu'en Australie. Des blocs électoraux, des alliances politiques, et des accords pour la réalisation de campagnes politiques à court terme, et parfois même à long terme ont été réalisés avec les groupes trotskystes.

Il faut juger dans chaque cas concret dans quelle mesure cette collaboration peut donner des résultats. D'après nous, des alliances de cette nature doivent être des alliances soit "contre", soit "pour". "Contre" la politique anti-populaire de l'impérialisme des monopoles, "pour" des transformations dans l'intérêt des travailleurs. Seule une telle collaboration pourra avoir un sens et n'aura aucune conséquences négatives pour les partis concernés. ■

Agence de presse Novosti  
25 novembre 1988

# La fin des illusions

**LES COLONS BLANCS** et l'impérialisme continuent à dominer la vie économique du Zimbabwe, 8 ans après l'indépendance. Dans les cent premières entreprises du pays, 188 des 200 postes de direction sont occupés par les Blancs. 12% du budget sont absorbés par le service de la dette extérieure (2,1 milliards de dollars pour un produit national brut par habitant de 650 dollars) alors que le chômage s'accroît et touche 12,5% de la population active.

Malgré la rhétorique officielle contre l'apartheid, le pouvoir peut difficilement rompre ses liens économiques avec l'Afrique du Sud, qui est son premier partenaire commercial et par où transitent 90% des importations et exportations du pays.

La récente vague de manifestations contre la corruption du pouvoir représente l'expression politique la plus aiguë, à l'heure actuelle, de la désillusion des masses face à la politique gouvernementale.

Ces événements soulignent les limites d'un gouvernement porté au pouvoir par un règlement néo-colonial négocié qui laisse intactes les structures capitalistes.

**John WEBSTER**

**L'**UNIVERSITE DE HARARE a été occupée par les étudiants qui ont élevé des barricades dans les rues, le 23 octobre 1988, craignant une attaque de la Ligue des jeunes du ZANU (PF), parti au pouvoir (1).

Cette action sans précédent venait à la suite d'un mois d'agitation qui avait commencé avec l'arrestation de 478 étudiants, lors de violents affrontements avec la police.

## L'incendie qui provoque

En vertu des lois d'urgence, la police a essayé de confiner aux campus les manifestations des étudiants, ostensiblement dirigées contre la corruption dans le parti et le gouvernement. Les arrestations ont entraîné des manifestations de solidarité qui ont également été dispersées violemment, de même que quinze jours plus tard, la manifestation de 200 élèves-professeurs, en commémoration de la mort de Samora Machel (2). *Herald*, le quotidien pro-gouvernemental, a justifié cette répression en accusant les étudiants d'avoir perpétré des "saccages sauvages et destructeurs à travers la ville".

La population a réagi par un boycott virtuel des réunions officielles en mémoire de Samora Machel, organisées par le parti, le 19 octobre. La répression étatique des ré-

centes manifestations a fait éclater un débat virulent sur la démocratie, le plus féroc qui ait fait rage au Zimbabwe depuis l'indépendance en 1980.

La cause immédiate des manifestations étudiantes a été apparemment insignifiante, l'acquiescement d'une femme vice-ministre des Affaires politiques (député de Gutu, nommée à ce poste par le chef de l'Etat et du Parti, Mugabe) accusée d'incendie volontaire. On lui reprochait d'avoir chargé deux membres du parti, tous deux déjà en prison, d'incendier la maison d'une autre femme avec laquelle elle partageait un amant. L'une des revendications des étudiants était que le député soit démis de son poste.

L'arrière-plan de cette exigence était le mécontentement croissant avec lequel les gens voient s'installer une lourde bureaucratie au sommet, et ouvrir la voie à la corruption dans le gouvernement et le parti.

Cette opinion a été exprimée avec force

1) *Zimbabwe African National Union (Patriotic Front)* : Union nationale africaine du Zimbabwe (Front patriotique). Dirigée par Robert Mugabe, au pouvoir depuis sa victoire aux élections de février 1980, au lendemain de l'indépendance.

2) Héros de la lutte d'indépendance au Mozambique, contre le colonialisme portugais ; dirigeant du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) et président de la République du Mozambique. Il meurt dans un accident d'avion suspect en 1986.

3) Edgar Tekere, député de Mutare, ancien secrétaire général et dirigeant charismatique de la province de Manicaland, était ministre du Travail à l'indépendance. Il a été arrêté en août 1980, pour le meurtre d'un fermier blanc.

par Tekere, porte-parole des critiques faites au gouvernement et qui avait été démis de son poste (3). Il avait récemment appelé à la dissolution du ministère des Affaires politiques, expliquant qu'il était inconstitutionnel et "travaillait pour le parti dominant". Il avait aussi déclaré que l'équipe gouvernementale de 51 ministres et vice-ministres était "bien trop large" (il n'y a que 100 sièges au Parlement) et insisté pour que les membres du Bureau politique "soient élus et non désignés". Cela, ajouté à ses critiques contre "la tendance à nommer des gens triés sur le volet", ne pouvait le faire apprécier ni des "patrons" du parti, ni de ceux du gouvernement. Les conséquences n'allaient pas tarder à apparaître.

Ce qui a suscité les protestations urbaines, leur donnant une force explosive, fut une série de manifestations ouvertement politiques à la campagne et de contre-manifestations appelant également à la démission du "député incendiaire". Elles ont été organisées par des membres du ZANU et de la ZAPU (4) de la province de Masvingo, région extrêmement militante et bien organisée depuis la guerre de libération. Les tensions avaient tellement monté qu'elles menaçaient de rompre la machine locale du parti. Pour trouver les causes de cette lutte il faut remonter à la destitution antérieure et impopulaire d'un ancien participant aux pourparlers de Lancaster House (5), Zvobgo (dont la base est le parti de Masvingo), pour avoir critiqué Mugabe.

## Des mesures sévères

Tout cela arrivant au beau milieu du processus d'unification entre la ZANU et la ZAPU (précurseur de l'Etat de parti unique), a entraîné l'interdiction par les officiels du parti, de tout rassemblement et manifestation dans la province. Cette mesure sévère suivait un appel des représentants locaux officiels du parti à un référendum pour décider "constitutionnellement" du destin du député en accusation. La section locale du parti, récalcitrante, avait également suspendu des membres de la délégation qui était allée à Harare, pour faire connaître à Mugabe son soutien au député (qui a été acquittée du chef d'accusation d'incendie volontaire).

Les représentants de la ZANU sentaient que l'ensemble de la situation leur échappait. Cela obligea le Comité central, sous la direction de Mugabe, à prendre de nouvelles mesures sévères qui comprenaient l'expulsion du parti de Tekere. Lors d'un rassemblement de masse au Manicaland, celui-ci avait soutenu les manifestants et

4) *Zimbabwe African People's Union* : Union nationale du peuple africain du Zimbabwe de Joshua N'Komo. Ecartée du pouvoir en 1982, longtemps dans l'opposition, la ZAPU a signé un accord d'unité avec la ZANU en décembre 1987 qui a été ratifié par les deux partis au début de l'année 1988.

5) Les accords néo-coloniaux de Lancaster House, en décembre 1979, signés à Londres, sous l'égide du ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Carrington, ont scellé le maintien du Zimbabwe (anciennement Rhodésie) dans l'orbite de l'impérialisme et garanti les intérêts économiques des colons blancs. Ces accords prévoient, entre autre, des élections où la ZANU et la ZAPU seraient représentées mais où 20% des sièges seraient réservés aux blancs.

s'était opposé à la répression. Il avait déclaré que la "démocratie au Zimbabwe est dans le service de réanimation", que "la direction a déçu" et que "la politique d'un Etat de parti unique mènerait à l'instauration d'une dictature". Le Comité central menaçait également de poursuites par les "ministres du Renseignement" ceux avaient "monté" les manifestations.

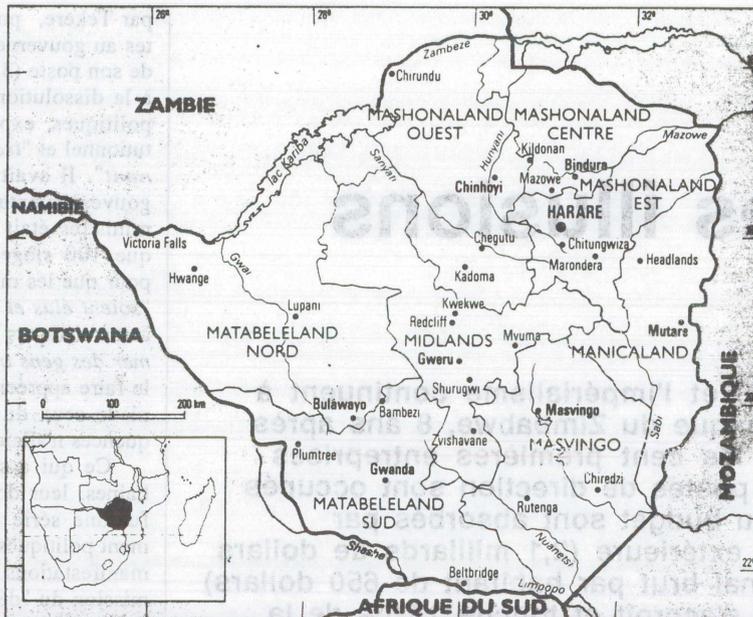
Ces "représailles" de la part du Comité central furent accompagnées des attaques les plus critiquables de la part des ministres au gouvernement, y compris Mugabe, qui décrivent les manifestants comme des contre-révolutionnaires au service des ennemis de l'Etat. Pourtant, ces manifestations ne reflétaient que le degré de ressentiment de l'opinion publique contre la "corruption" dans le gouvernement et le parti. Ces protestations publiques ont leurs limites qui ne doivent pas être surestimées et qu'on doit analyser dans leur contexte.

### La masse des chômeurs diplômés

Il est indubitable qu'un nouvel élément s'est cristallisé dans la politique au Zimbabwe, c'est une intelligentsia jeune assez importante et désenchantée à cause de l'absence de progrès dans le sens de la transformation socialiste. Cela se produit à un moment où le gouvernement lui-même a admis l'existence d'un problème grandissant celui des "chômeurs diplômés". Vers 1990, 250 000 étudiants supplémentaires arriveront sur le marché du travail avec peu de perspectives d'emploi, alors que les institutions d'éducation approchent des limites de leur capacité.

Les cursus universitaires incluent de plus en plus d'éléments d'économie politique. Ce qui, ajouté à la compréhension de plus en plus répandue que 8 ans après être "entré au royaume politique" la nature fondamentale de l'économie reste inchangée, a élevé considérablement le niveau de conscience politique dans l'intelligentsia. Mais pas encore assez pour entraîner une remise en question radicale de la nature fondamentale de l'Etat, ni de la politique de classe du gouvernement. Il ne faut donc guère s'étonner que le Conseil représentatif des étudiants ait fait une déclaration disant qu'il n'était ni anti-gouvernement ni anti-ZANU (PF) : "Nous sommes des membres de la ZANU qui manifestons contre la corruption."

Au niveau de la masse de la paysannerie, un approfondissement semblable de la conscience de classe a accompagné la compréhension que le programme agraire est resté timide, insuffisant pour satisfaire l'aspiration à la terre des paysans et laisse largement subsister les fermes et



les exploitations de grande dimension des multinationales, à l'exception des terres en friche achetées par l'Etat sur les bases de la "bonne volonté réciproque de l'acheteur et du vendeur" (6). Au lieu des 162 000 familles paysannes concernées, il a été prévu de réinstaller, dans les cinq premières années de l'indépendance, environ 35 000 familles seulement (soit près de 250 000 personnes) ont réellement été réinstallées, non sans une quantité de problèmes. Pendant la même période, la population des régions les plus surpeuplées a grossi d'environ 180 000 par an.

L'approfondissement de la différenciation de classe parmi les paysans a accompagné cette évolution. Cela a également conduit les paysans sans terre à s'emparer des terres, cette pratique étant appelée le "mouvement squatter", qui s'est soldé par des restitutions forcées. Il en est résulté une migration vers les villes avec l'inévitable apparition des bidonvilles et la prolifération du secteur informel autour des grandes villes.

### Une conscience de classe inégale

Le principal but de la lutte armée de libération était la terre et la liberté. La frustration de ces objectifs est de plus en plus ressentie, ce qui avait d'abord engendré les "dissidents armés", ex-combattants de la guérilla, mécontents de la politique de "réconciliation" de la ZANU (PF), puis l'exclusion du pouvoir de la ZAPU. Sans orientation politique de classe, ce mouvement dégénéra en banditisme, situation qui prit effectivement fin quand la ZANU de Mugabe signa en décembre 1987, l'accord d'amnistie-unification avec la ZAPU de N'komo.

Même si les contradictions sociales s'approfondissent de jour en jour, la montée de la conscience de classe est inégale, étant donné que la population a réellement bénéficié de la période qui a suivi l'indépendance, grâce à la grande amélioration des services de santé, de l'éducation, des

services sociaux. Aujourd'hui ce programme se heurte aux limites de l'expansion, car la logique du contrôle capitaliste de l'économie oblige le gouvernement à prendre des mesures d'austérité.

Les mêmes contradictions fondamentales apparaissent au niveau de la masse de la classe ouvrière. Les premières vagues de grèves de l'ère post-indépendance ont été accueillies par une combinaison d'arrestations en masse des grévistes, la cooptation du mouvement syndical, l'établissement de comités de travailleurs, l'introduction du salaire minimum, la réduction des possibilités de négociation collective et l'introduction de la Loi du travail qui supprime virtuellement le

droit de grève.

### La poursuite des luttes ouvrières

Cependant, les luttes ouvrières continuent, soit avec des grèves, bien qu'on n'en parle pratiquement jamais, soit sous des formes variées et plus discrètes de protestation ouvrière, avec des *sit-in* et des occupations occasionnelles. Plus récemment, le militantisme des ouvriers sud-africains (avec lesquels les contacts se multiplient de façon régulière à travers les fédérations syndicales internationales) exerce une influence. Cela s'est d'abord concrétisé avec l'amélioration de l'organisation des syndicats du Zimbabwe, donnant naissance à un niveau de conscience plus élevé.

Mais des problèmes multiples ont été la cause du conflit de plus en plus aigu et critique, entre les ministres du gouvernement et la Confédération syndicale du Zimbabwe. Il faut y inclure : l'échec du salaire minimum à maintenir les salaires au rythme de l'inflation qui frappe d'une façon particulièrement dure les travailleurs des villes les moins payés et les chômeurs (aujourd'hui il faut un dollar pour acheter la même chose qu'avec 40 cents en 1983) ; le problème de la croissance du chômage (un million de chômeurs sur une population totale de 8 millions) ; la détérioration des conditions de vie dans les townships surpeuplés (aggravée par la suppression forcée des bidonvilles) ; et le problème critique des transports.

Le mouvement syndical lutte pour affirmer son indépendance de classe et exprimer les intérêts matériels de ses membres, étendant donc son action au-delà de l'appel au gouvernement à la réconciliation et à la productivité "dans l'intérêt de l'unité et du développement nationaux". En outre, de nouvelles couches de jeunes travailleurs arrivent sur la scène, apportant avec eux une vision critique qui a lentement

6) Cette barrière légale, interdisant expressément la saisie de terres, était une partie centrale des Accords de Lancaster House.

mûri pendant ces huit années d'indépendance.

Depuis l'indépendance, une nouvelle classe, relativement nombreuse, de petite bourgeoisie noire, a émergé, sous la forme d'une fonction publique en pleine expansion, ayant un meilleur niveau de vie (40% du budget national sont destinés aux salaires, le service de la dette se taillant l'autre grande part). Il faut y ajouter les paysans qui produisent pour le marché à petite échelle et les "hommes d'affaires qui émergent" et que le gouvernement soutient.

## Des fonctionnaires pires que des Blancs

Aussi maigres que soient les revenus des ministres et des fonctionnaires des niveaux supérieurs, comparés à ceux des capitaines du commerce et de l'industrie, ils sont infiniment plus élevés que ceux des ouvriers et des paysans. C'est avec cette "richesse" récemment atteinte que cette nouvelle classe achète des biens et emploie de la force de travail. Les salaires perçus sont multipliés par les prêts et les largesses si promptement accordés par le secteur privé (qui recherche les leviers politiques dont il a besoin pour s'assurer que la "politique" n'entre pas en conflit avec ses intérêts "économiques").

Des rumeurs concernant de hauts fonctionnaires qui auraient acheté des fermes et des entreprises et qui traiteraient leurs employés "pire que les Blancs", circulent à travers tout le pays. En août 1988, lors d'une émission de radio britannique, Mugabe condamna pêle-mêle "les créatures du sommet" qui amassent des richesses, et a promis d'appliquer le "Code de direction". Ce code est un instrument du Parti, très populaire, destiné à réduire l'accumulation des richesses par ceux à qui est confiée la direction du pays pour la transformation socialiste.

Le pays attend la mise en application de ce code depuis le dernier congrès du Parti. S'il est bien mis en pratique, pense la population, le code débarrassera le gouvernement et le parti des éléments "réactionnaires" dont on pense qu'ils ont pris le contrôle sur les "progressistes" que Mugabe représente toujours aux yeux de l'opinion populaire. Les récentes manifestations étudiantes n'ont pas été la première marque publique de l'exigence de la mise en application de ce code.

La période des manifestations étudiantes a coïncidé avec celle des protestations rurales ; la montée de la combativité syndicale ; le processus d'unification des deux partis ; une chute brutale du niveau de vie ; et un climat politique plus dur, dû aux événements qui se déroulent en Angola, au Mozambique et en Afrique du Sud. De plus, elles ont coïncidé avec un changement général de la conscience de classe. Tout cela s'est combiné pour causer une forte réaction du gouvernement et pour laisser passer une vague de débat critique.

Nous avons dit auparavant que les limites de ces critiques, qui peuvent être déduites du contenu de chaque incident, ne

doivent pas être surestimées. Il ne faut pas oublier non plus que les étudiants sont les fils et les filles des ouvriers et des paysans, qui constituent la masse des adhérents du parti, ce qui explique leur impact national.

Les manifestations paysannes ont été largement organisées par les fonctionnaires locaux du parti et leur clientèle engagés dans une lutte pour le pouvoir. Leur soutien populaire provient de la base du parti qui a été, à juste titre, irritée par l'injuste acquittement du député incendiaire, considéré comme l'extension de la corruption à la justice elle-même. Sinon pourquoi mettre en prison ses complices qui ont témoigné contre elle ?

Lorsque 8 représentants de districts, sur 23, ont rendu visite à Mugabe pour exprimer leur soutien à sa protégée, ils ont rejeté le blâme pour les meetings et les manifestations sur "*une clique affamée de pouvoir et de permanents du gouvernement et du parti, jaloux... des fonctionnaires, des policiers, quelques membres de la Force d'intégration (unissant ZANU et ZAPU) et certains dirigeants provinciaux du parti...*" Mais par la suite, les 8 furent accusés de n'avoir pas de mandats et ils furent donc suspendus pour avoir "*mal renseigné le Président*".

Cependant quand ces "démocrates du parti" voulurent montrer que la démocratie était bien servie, ils demandèrent un référendum pour décider du destin du député. Mais ce vote devait être du "style kenyan", où la population se rangerait publiquement "pour ou contre" le député. Cela permettrait d'identifier immédiatement les amis et les ennemis dans une situation où, pour beaucoup, la survie même dépend du patronage.

## Le référendum se transforme en gifle

Le 30 octobre, le référendum se tint finalement sous l'œil vigilant du Bureau politique. La population émit un vote massif en faveur du "non", une poignée seulement se prononçant en faveur du député. Cela a constitué une véritable gifle pour Mugabe et les chefs du parti, qui doivent maintenant décider ce faire. Des membres de la Ligue des femmes de la ZANU (PF) ont fait des tournées pour rameuter le soutien, mais en vain. Il ne faut donc pas s'étonner si les tempéraments se sont échauffés et si le contrôle policier fut nécessaire. Lors des élections de 1985, ce député avait recueilli 35 000 voix (bien qu'elle ait proclamé en avoir obtenu 100 000) et à présent elle n'en obtint que 1 000. Elle accusa le référendum d'être truqué et que les gens avaient été menacés de mort s'ils la soutenaient.

Le même jour, à Harare, se tenait la première convention nationale de la Ligue des Jeunes unifiées ZANU/ZAPU. Cela apporta quelque réconfort au sommet de la direction en ce sens que 1 000 jeunes firent une marche de solidarité en soutien au Président Mugabe et louèrent l'accord d'unité appelant à un Etat de parti unique. En fait, cette convention a été utilisée comme rassemblement pour remettre les jeunes dans la ligne. Les principaux discours des chefs

du parti (il n'y a pas de rapport sur ce que les jeunes eux-mêmes ont dit) ont répété les accusations de contre-révolutionnaires, déjà émises auparavant, par le Comité central de la ZANU (PF) à l'endroit des étudiants et des assistants de l'université.

Le 22 octobre, le Comité central s'est réuni sous la présidence de Mugabe. Un torrent d'insultes y fut déversé contre ceux qui étaient considérés comme des ennemis. Mugabe parla de "*dissidents et de mécontents politiques*" qui, en quelque sorte, avaient été autorisés à émerger à la base du parti. Il décrivit les étudiants comme "anti-parti et anti-gouvernement". Il avait utilisé un langage similaire contre les dissidents de l'armée quand il envoya sa 5e Brigade d'élite pour "pacifier" le Matabeleland en 1983-84 (7).

## Les calomnies contre les étudiants

Le Comité central s'est déclaré "*éceuré à l'unanimité*" par l'attitude et le comportement des étudiants et par leur critique sans fondements du gouvernement et il a menacé les initiateurs des manifestations illégales, de "*mesures prises par les ministres du Renseignement*". C'est là une menace particulièrement indigne contre des militants politiques.

Lorsque le député Tekere fut exclu de la ZANU (PF) on a d'abord dit qu'"il pouvait former son propre parti", mais que s'il persistait dans "*ses allégations infondées contre la ZANU (PF)*" il devrait répondre de diffamation, comme tout ancien membre du parti exprimant son opposition. Il apparaît que cette décision ne fut pas aussi unanime qu'on l'a proclamé. Tekere était défiant : il a dit que les efforts pour obtenir que le code de direction soit respecté étaient restés lettre morte, et qu'il n'allait "*pas s'asseoir et regarder le pays être jeté en pâture aux chiens*".

A l'issue de la réunion du Comité central, la responsabilité d'expliquer la réponse du gouvernement aux étudiants, échet au secrétaire à la Jeunesse de la ZANU, un ministre d'Etat aux Affaires politiques. Lors de la manifestation, les étudiants avaient publié un document détaillant des exemples de corruption, et en appelant à Mugabe pour appliquer le Code de direction. Ce que certains avaient dépeint "*comme un acte de loyauté*" était maintenant considéré par le Comité central comme une "*attaque contre l'intégrité de la ZANU, de sa politique, de sa direction et de l'ensemble des membres du parti*", l'intention "*contre-révolutionnaire de cette attaque étant de rendre la ZANU incapable de mettre en application sa politique socialiste*".

Muzenda, adjoint de Mugabe, avertit que les étudiants étaient utilisés par les ennemis du pays (c'est-à-dire l'Afrique du Sud)

7) Le Matabeleland, à l'ouest du pays, est peuplé d'une minorité parlant le ndebele et cette province forme historiquement la base de Joshua N'Komo. Elle a donc été le point focal des conflits armés entre les "oppositionalistes" (dont certains, dans le passé, étaient soutenus par le régime sud-africain), les colons blancs locaux et les forces gouvernementales.

"comme un instrument d'affaiblissement de l'indépendance économique du Zimbabwe". Il ne faut pas s'étonner alors que les étudiants aient barricadé l'université contre la rumeur d'attaques par la Ligue de la jeunesse.

Lorsque Mugabe s'est adressé à la réunion de la Ligue de la jeunesse, ils accusa certains assistants "qui avaient vécu dans le luxe pendant la guerre de libération, de vouloir maintenant s'emparer de la révolution". Brandissant une ceinture de munitions, il déclara : "Voilà la révolution. La révolution ne sort pas des livres". Cela est à comparer avec la voix sobre de l'équipe académique lorsqu'elle a protesté contre la déportation de ses collègues : en termes de liberté académique elle a défendu le droit et le devoir du personnel éducatif et des étudiants de débattre, d'examiner et de s'exprimer ouvertement sur toutes les causes justes, "y compris pour critiquer la corruption".

### Un prétexte pour réprimer

La Confédération syndicale du Zimbabwe a déclaré que l'Etat prenait avantage de la manifestation des étudiants pour persécuter et harceler des progressistes. "Le socialisme ne sera jamais établi dans les circonstances actuelles alors que la direction du parti et du gouvernement prend au galop la route du capitalisme. Avec quelles forces la situation pourra-t-elle être renversée quand l'Etat menace d'écraser ceux qui s'opposent au cours droitier actuel ?" Et ensuite un avertissement prophétique : "Aussi longtemps que le cours actuel continue, l'opposition grandira et le gouvernement devra réagir avec davantage de mesures répressives pour défendre le tournant à droite, qu'il a pris."

Un des correspondants, assez représentatif de l'ensemble, rapporta que "la position d'ensemble des travailleurs dans la situation socio-économique présente s'était détériorée. Les structures capitalistes coloniales dont nous avons hérité déterminent toujours la situation économique des travailleurs... le spectre de la pauvreté est partout présent... les salaires sont écrasés par l'inflation... L'économie du Zimbabwe, telle que formée aujourd'hui, n'est pas en transition vers le socialisme, nous devons lutter pour la transformation réelle et non de simples ajustements."

Un autre rappela que la protestation des étudiants sous le régime de Smith (avant l'indépendance, ndlr) était "un baromètre du mal", et que c'était les étudiants qui avaient gonflé les rangs des mouvements de libération.

La valeur des manifestations étudiantes tenait au fait qu'elles sont "une expression du sentiment populaire général de ceux qui dans l'ensemble du pays, n'ont pas voix au chapitre". Il faudrait autoriser un vaste débat sur la transformation sociale, "Les étudiants doivent pouvoir parler... les

travailleurs doivent utiliser le droit de grève".

Même l'éditorial du Herald a dû marquer son accord : "Le Zimbabwe n'est pas un Etat socialiste et le pays ne peut se vanter d'avoir une politique même un tant soit peu socialiste". Ceux qui considèrent qu'un règlement négocié est un pas essentiel sur la voie de la libération de l'Afrique du Sud devraient bien peser tous ces éléments.

L'avertissement le plus poignant est peut-être venu d'un ancien combattant de l'Armée de libération nationale africaine du



### Papa, quand je serai grand, je serai ministre du Logement

Zimbabwe (ZANLA), qui "craint toujours de se retourner et de voir que les efforts et le sang qu'il a fallu pour libérer ce pays ont été malheureusement vains".

### Un nouveau langage

Il mit en cause le Comité central en disant que pouvoir faire la preuve de la corruption n'est qu'une illusion, qui "devient encore plus fuyante quand ceux qui sont capables de fournir ces preuves... sont de modestes citoyens bousculés par des politiciens manipulant le pouvoir du haut de leurs bureaux." Tout ceci est un langage qu'on n'avait pas entendu en public, au Zimbabwe, depuis l'indépendance en 1980.

Ces manifestations démontrent clairement le niveau du mécontentement des masses par rapport à la politique et aux pratiques du gouvernement. Cette clameur publique est significative, étant donné l'absence de toute alternative démocratique à la ZANU (PF). Le problème c'est que cette protestation ne met pas encore sérieusement en question le caractère de classe du régime, reflétant la sous-estimation du problème qu'elle cherche à résoudre. De plus, tout cela

montre simplement combien il est difficile, non seulement de pratiquer la démocratie dans les prétendues "étapes nationales démocratiques de la révolution", mais comment l'Etat agit pour bloquer le développement des forces de classe nécessaires pour la transition au socialisme.

La question principale est la suivante : comment cette vague de fond de mécontentement trouvera-t-elle une expression organisée ? C'est là un préalable nécessaire à ce qu'elle gagne une suffisante confiance en soi pour pouvoir intervenir sérieusement dans le processus politique. Quelles formes de lutte sont possibles quand l'Etat réagit de cette façon à toute critique ?

### Le mouvement syndical se renforce

Il est clair, que le renforcement du mouvement syndical, le mouvement étudiant et les mouvements des masses paysannes et des femmes, en général, sont des points de départ nécessaires. Tout cela est plus facile à dire qu'à faire, car il n'y a pas de tradition d'activité politique indépendante, dans la mesure où il n'existait pas de formations de classe indépendantes avant le transfert de pouvoir. Les classes opprimées attendent toujours l'émergence d'une direction capable d'articuler une alternative à la rhétorique de la politique petite bourgeoise "radicale". Les dangers de l'Etat de parti unique, avec son absence de démocratie pluraliste, sont évidents.

Toutes les couches qui, aujourd'hui, bougent politiquement, ont à un degré ou à un autre, connu leur baptême du feu. Elles ont dû s'affronter à la direction nationale qui conserve le prestige d'avoir dirigé avec succès la lutte de libération nationale et d'avoir accompli des avancées indiscutables dans toutes les sphères du secteur social. Elles se trouvent face à un gouvernement qui a gagné la réputation de s'opposer fermement à l'apartheid et à l'impérialisme.

Aujourd'hui, le nationalisme petit bourgeois est à bout de course. Il s'est heurté aux limites de la réforme, étant donné la logique de l'économie capitaliste, qu'il est loin d'avoir cherché à attaquer. Le capital refuse d'investir jusqu'à ce que le gouvernement et le parti l'ait convaincu que leur rhétorique socialiste n'est que cela, et rien de plus. En pratique cela signifie abattre le mouvement de masse et discipliner la classe ouvrière.

La lutte en Afrique du Sud peut encore éviter le même écueil. ■

# Cardenas crée son parti

**LA CRISE QUE CONNAIT le Mexique s'est aggravée, avant tout parce que le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 60 ans, est totalement déconsidéré depuis les élections (1). Son contrôle sur les masses s'est affaibli. Ce parti est confronté à une crise intérieure entre ses divers secteurs qui ont des projets politiques assez contradictoires, malgré une unité apparente dans leur lutte contre le courant qui s'est massivement retrouvé derrière Cuauhtemoc Cardenas.**

## Sergio RODRIGUEZ

**U**N SECTEUR de la bourgeoisie mexicaine, représenté par le président de la République qui vient d'être proclamé le 1er décembre dernier, Salinas de Gortari, estime nécessaire de changer l'ensemble du schéma politique et économique traditionnel du PRI, au profit d'une "modernisation" qui implique l'abandon du populisme pratiqué jusqu'ici. Cependant, Salinas manque d'appui pour réaliser son projet de modernisation, car les vieilles structures syndicales et paysannes liées au PRI s'y opposent. Ces contradictions se sont aiguës et ont éclaté au grand jour après les élections et le succès de Cardenas.

### Une situation économique catastrophique

Mais ce projet de modernisation se heurte également à des obstacles économiques. Une chose est d'enclencher un tel processus dans une période de prospérité, autre chose est de tenter de moderniser en pleine crise économique. Et le Mexique est l'un des pays d'Amérique latine les plus touchés par la crise, de par la baisse des prix pétroliers et des matières premières et, surtout, en raison du poids de la dette extérieure.

Celle-ci s'élève à plus de 100 milliards de dollars et le seul service de la dette englutit près de 6% de son produit national et 45% du total des exportations. Le gouvernement mexicain, bien qu'il soit un des meilleurs élèves du Fonds monétaire international (FMI) n'en a retiré aucun avantage.

La situation est donc délicate pour le gouvernement, d'autant qu'il a perdu sa légitimité aux yeux d'un secteur important de la population. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'a plus aucune marge de manœuvre. Après les élections, le gouvernement a pu récupérer une partie des intellectuels qui, après avoir voté pour Cardenas, ont finalement apporté leur soutien à Salinas de Gortari.

Ce genre de récupération est une sorte de tradition au Mexique car l'Etat possède une forte capacité d'intégration de ces intellectuels qui jouent un rôle important dans le pays.

### Un soutien politique explicite

De même, pour s'assurer une légitimité, Salinas de Gortari a pleinement exploité la visite de Fidel Castro et de Daniel Ortega, qui ont assisté à sa cérémonie d'investiture. Quelques jours avant l'expiration de son mandat, Miguel de la Madrid a effectué un voyage officiel à Cuba. C'était là le premier voyage officiel d'un président mexicain depuis la révolution cubaine, et il n'avait qu'un seul but : s'assurer de la présence de Castro à la cérémonie de passation du pouvoir au Mexique.

Castro et Ortega ont accepté de venir. La bourgeoisie mexicaine était très réticente par rapport à cette visite de Castro, mais finalement le pouvoir l'a très bien utilisée. Beaucoup de gens ont été très déçus de ce qui est apparu comme un soutien implicite de Castro à Salinas. C'est en effet la première fois que Castro vient au Mexique (hormis son passage à Cancun) et il ne s'agissait pas seulement d'une présence symbolique lors d'une cérémonie. Après cette cérémonie, Castro s'est également rendu à Tuxpan, d'où était partie l'expédition du Granma (2) pour inaugurer un petit musée sur la révolution cubaine. Il était accompagné du ministre de l'Intérieur du Mexique qui avait détenu Fidel et le Che à l'époque, mais qui les avait bien traités. Or il se trouve que ce ministre est le patron des forces de la police et il porte donc la responsabilité de toutes les violations des droits de l'Homme au Mexique, notamment les disparitions.

La réaction des gens a donc été très agressive par rapport à la présence de Castro et d'Ortega. Une manifestation et des réunions ont été organisées et les gens ont

exprimé leur déception. La réaction a cependant été plus nuancée par rapport à Ortega, car tout le monde était très conscient des difficultés économiques du Nicaragua et de la faible marge de manœuvre des dirigeants sandinistes. Même si la présence d'Ortega était sans doute une erreur politique au même titre que celle de Castro, c'est vers ce dernier que se dirigèrent l'essentiel des critiques.

Dans ses discours, Castro a dénoncé les menaces de l'impérialisme sur Cuba et le Nicaragua et les dangers d'agression militaire. Il a ajouté qu'une montée révolutionnaire dans un pays important comme le Brésil, par exemple, rendrait beaucoup plus difficile une telle agression. Cependant, au Mexique, qui est tout de même le second pays d'Amérique latine, lorsque les masses mexicaines ont fait un premier pas en avant pour lutter contre le gouvernement et l'impérialisme, Castro a préféré donner un appui total au gouvernement mexicain, contre les masses !

Voilà qui est très difficile à admettre et à comprendre pour les masses mexicaines et il est clair que cette attitude de Castro se retournera contre Cuba. Cardenas pour sa part, a fait un discours très agressif contre Castro, en expliquant que la population mexicaine appuyait les révolutions cubaine et nicaraguayenne, mais que cela ne signifiait pas qu'elle appuyait ses dirigeants. Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) est également intervenu dans le débat en expliquant qu'il continuerait de soutenir Cuba et Nicaragua, mais que cette visite de Castro et d'Ortega ne servait pas les intérêts de ces révolutions.

Car qui fera pression demain, sur le gouvernement mexicain pour qu'il soutienne Cuba et Nicaragua, sinon la population mexicaine qui s'oppose aujourd'hui à son gouvernement ?

### Le mouvement syndical

Dans le mouvement syndical, le gouvernement garde encore une certaine marge de manœuvre, malgré la crise au sein du PRI. Les principaux dirigeants syndicaux sont en effet incapables de rompre avec l'Etat, car tous leurs privilèges viennent de leurs multiples liens avec l'appareil d'Etat ! Voilà quelques mois, la principale organisation syndicale, la Centrale des travailleurs mexicains (CTM) et d'autre part la Confédération régionale des ouvriers et paysans (CROC), minoritaire, qui a reçu récemment le soutien de l'Etat, se sont violemment affrontées. Ce type d'affrontements entre structures syndicales risque de s'intensifier dans les mois à venir car l'Etat ne veut plus que la CTM conserve son hégémonie sur le mouvement ouvrier. La vieille bureaucratie syndicale que symbolise Miguel Velasquez (à la tête de la CTM depuis 1930 !), est devenue un obstacle

1) Sur le déroulement des élections et la fraude, voir *Inprecor* numéro 271 du 5 septembre 1988.

2) *Granma*, nom du navire sur lequel Fidel Castro et Che Guevara se sont embarqués en décembre 1956 pour débarquer à Cuba et commencer la lutte armée dans la Sierra Maestra.

aux projets de modernisation de l'Etat.

Parallèlement, un important processus de mobilisation se déroule dans le secteur syndical, mais en dehors du contrôle direct de l'appareil. Ce ne sont pas les directions syndicales qui décident des échéances, des dates et des lieux des luttes, mais les travailleurs qui se mobilisent spontanément, "à côté" de la structure syndicale.

## Des augmentations désirables

Ainsi au mois de décembre, des centaines de milliers de travailleurs de la fonction publique, qui regroupe près de 2,5 millions de salariés, ont manifesté leur opposition au projet de révision salariale du gouvernement. Salinas a en effet proposé une augmentation salariale de 8% pour toute l'année prochaine, ce qui représente une somme ridicule, compte tenu de l'inflation et de la baisse des salaires réels. Toute cette mobilisation s'est faite en dehors des structures syndicales, mais aussi en dehors des organisations politiques de gauche.

Tout cela laisse à penser que dans les deux années à venir, nous allons assister à de fortes contradictions et crises, non seulement entre l'appareil d'Etat et la bureaucratie syndicale, mais également au sein même des structures syndicales. On peut s'attendre à des ruptures dans les secteurs intermédiaires de la bureaucratie, c'est-à-dire les couches les plus liées à la base syndicale, celles qui sont encore sous la pression des travailleurs mexicains.

En effet, ces derniers ont vu leurs revenus augmenter régulièrement dans les années 50 et 60, mais la situation a brusquement changé. Dans certains secteurs comme le pétrole, par exemple, le salaire moyen, dans les années 70, représentait dix fois le salaire minimum, alors qu'aujourd'hui il n'est plus que le double. C'est un changement important qui reflète bien les transformations du niveau de vie des travailleurs mexicains. Il n'est dès lors pas étonnant que le syndicat du pétrole ait joué le rôle le plus important dans les affrontements au sein du mouvement syndical et ait développé une ligne très agressive contre le gouvernement.

Ce syndicat regroupe 100 000 adhérents et possède une force économique très importante. Il est dirigé par de vrais gangsters syndicaux qui ont liquidé physiquement tous leurs opposants et concurrents. Malgré cela, ce syndicat a un passé nationaliste, cardéniste, lié à la nationalisation du pétrole, dans les années 30, par Cardenas père, qui a toujours maintenu des liens très étroits avec les structures syndicales. Lors des élections de juillet 1988, le syndicat du pétrole a soutenu implicitement la



campagne de Cardenas fils, en lui apportant une aide financière et un appui politique ponctuels.

C'est dans ce contexte que s'est déroulé ce que Salinas a appelé la "transition". Mais c'est une transition très différente de ce qui s'est passé dans d'autres pays d'Amérique latine où il s'agissait de sortir d'une dictature militaire à travers un processus constitutionnel et plus ou moins démocratique. Au Mexique, la transition se fait avec le même parti au pouvoir, le PRI, et qui plus est, sans même un accord et une transformation de ses structures de parti unique.

## La transition difficile

Après les élections frauduleuses de juillet, le PRI a certes dû reconnaître qu'il n'avait plus que 52% des voix. Mais la tradition organisationnelle et les références idéologiques de ce parti ne permettent pas une réelle transformation du système de parti unique, ce qui veut dire qu'il n'y aura pas de transition au Mexique à l'initiative du PRI.

Cardenas l'a compris ; il représente une transition possible, mais celle qu'il propose est aussi très différente de ce qui passe ailleurs en Amérique latine. Cardenas ne compte pas sur l'appui de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale, car aux yeux de cette dernière, il est synonyme de communisme. La bourgeoisie estime que, par ce qu'il représente dans la conscience populaire, il est impossible de s'appuyer sur lui pour réaliser la transition.

C'est une des raisons qui compliquent les possibilités d'un accord au sommet entre Cardenas et Salinas. Par ailleurs, Cardenas défend la vieille conception populiste de l'Etat mexicain, tel que l'a construite son père, sur la question de la dette extérieure, des salaires, des nationalisations, etc. Il

est donc totalement opposé à la vision de modernisation de l'Etat de Salinas qui veut poursuivre la politique du gouvernement précédent en matière de privatisations. En six ans, sur les 1 800 entreprises d'Etat existantes, 1 400 ont été soit privatisées, soit tout simplement fermées lorsque la bourgeoisie ne voulait pas les acheter. Les deux projets sont donc incompatibles sur ce point.

## Un projet à contre-courant

Le projet de Cardenas a canalisé toutes les aspirations démocratiques et nationalistes des pauvres du Mexique, mais il va à contre-courant. Au Pérou, par exemple, Alan Garcia qui avait un projet semblable n'a pas pu l'appliquer car il allait à l'encontre de toute la situation économique mondiale. Nous ne sommes plus dans les années 30 ou 40, quand il était possible

de développer une production basée sur la substitution des importations de produits manufacturés, qui fut à la base de l'essor des courants nationalistes.

Maintenant la situation s'est inversée, avec la dépendance vis-à-vis du FMI, la pénétration du capital étranger, qui ne laisse guère d'espace au populisme.

Certes, Cardenas ne va pas appeler à l'insurrection ou à la grève générale contre le gouvernement, mais malgré ses faiblesses et ses hésitations, il ne peut pas non plus faire un accord au sommet, car le mouvement qui l'a soutenu jusqu'à présent se retournerait alors contre lui.

A la différence d'autres mouvements de masse en Amérique latine, le processus de radicalisation au Mexique est assez impressionnant. Les gens n'ont pas peur de l'armée, par exemple. Ailleurs, les gens étaient pressés de se débarrasser de la dictature militaire mais avaient peur que les militaires restent ou qu'il y ait un nouveau coup d'Etat. La bourgeoisie a donc utilisé cette peur des militaires pour canaliser le mouvement vers une transition contrôlée. Au Mexique en revanche, la population n'a pas le même vécu et ne voit pas l'armée comme une menace. Elle soumet donc Cardenas à une forte pression pour aller plus loin et plus vite.

Cardenas est également conscient qu'il ne peut pas l'emporter sans gagner le soutien d'au moins un secteur de la bourgeoisie, de l'armée et de la bureaucratie syndicale. Il a donc adopté une attitude très prudente, surtout par rapport à l'organisation des masses.

Mais il a choisi de mener cette bataille en dehors du PRI et de construire son propre parti, ce qui a créé une situation très contradictoire. En effet, dans la conscience populaire, cette rupture avec le PRI, compte tenu des rapports entre le PRI et l'Etat, est un pas



Un projet populiste est difficilement viable dans une période de crise économique (DR)

en avant vers un processus d'indépendance de classe.

Cardenas a déclaré que la construction de son parti, le Parti de la révolution démocratique (PRD) était nécessaire pour donner une expression au succès qu'il avait remporté lors des élections du 6 juillet 1988. Tous les secteurs et tous les petits partis qui ont appuyé sa campagne électorale à l'époque ne se retrouvent cependant pas dans le PRD. Certains d'entre eux maintiennent des liens avec Cardenas mais refusent de participer à ce processus d'organisation dans le PRD.

### Les composantes du PRD

Par contre, le Parti mexicain socialiste (PMS), où se retrouvait l'ancien parti communiste, et l'ensemble de l'extrême-gauche mexicaine, à l'exception du PRT, a décidé de rejoindre le parti de Cardenas. Se retrouvent donc dans le PRD, une organisation maoïste qui s'appelle Organisation de la gauche révolutionnaire/Ligne de masse (OIR/LM); *Punto crítico*, une organisation de gauche, jusque-là indépendante et qui avait formé les principaux dirigeants du mouvement étudiant de 1968; un secteur de la gauche nationaliste et révolutionnaire, l'Association civique nationale révolutionnaire (ACNR); des camarades qui ont quitté le PRT; des dirigeants du mouvement étudiant de 1986; et enfin beaucoup d'intellectuels et d'indépendants, qui participent pour la première fois à un tel processus politique.

Le parti de Cardenas se présente comme un "parti de citoyens" et non un parti de classe. Mais ce "parti de citoyens" est plein de contradictions qui se sont immédiatement révélées au grand jour. Peu de temps après sa fondation, les travailleurs de la plus grande université du Mexique, l'UNAM se sont mis en grève. La majorité des dirigeants syndicaux de cette université participent au processus de construction du PRD. Mais en même temps, une partie des administrateurs et des autorités de l'uni-

versité sont également dans ce parti. Les premiers étaient partie prenante de la grève, les autres s'y opposèrent farouchement et déclarèrent que c'était une grève de "provocation". Par conséquent, les deux positions contradictoires se sont retrouvées au sein du même parti.

Le PRD sera en permanence confronté à ce genre de situation, car par exemple, si beaucoup de paysans sont membres du parti, beaucoup de gros propriétaires terriens le sont aussi. Le débat sur la réforme agraire risque donc d'y être assez explosif! Là encore deux positions incompatibles cohabitent.

La situation est assez compliquée pour le PRT. Après 1982, nous avons cru qu'un processus de recomposition et de réorganisation de l'extrême-gauche mexicaine, avec une crise du parti communiste à la clef, s'était ouvert. Aujourd'hui, l'ensemble de l'extrême gauche s'est réunifiée... mais derrière Cardenas. Ce dernier a une hégémonie totale sur la direction du processus, cela ne fait aucun doute, même si certains l'ont rejoint en pensant pouvoir manœuvrer et lui disputer la direction des opérations.

### La situation du PRT

Le ralliement de ce secteur de la gauche à Cardenas pose également des problèmes d'orientation politique. Aujourd'hui, ces groupes développent une vision tout à fait électoraliste et remettent totalement en cause la vision radicale de la gauche mexicaine. Non pas tant parce qu'ils ont rejoint le parti de Cardenas, que parce qu'ils s'adaptent à sa vision du mouvement de masse et des mobilisations populaires. Ils disent par exemple, qu'il n'est pas possible à l'heure actuelle de défier et d'affronter l'Etat et qu'il faut donc passer par une période de trois à six ans pour pouvoir changer les choses.

Du point de vue du PRT, nous sommes dans une situation nouvelle par rapport à la période des élections. Nous avons mené une importante campagne politique contre

la fraude électorale. Nous avons fait à ce moment-là une alliance tactique avec Cardenas et d'autres secteurs qui ont défendu la victoire du cardénisme. Le parti est donc présent dans le mouvement de masse et n'est pas marginalisé malgré son refus de rejoindre le PRD.

### L'alliance avec Cardenas

Aujourd'hui, nous devons développer en pratique une alliance avec Cardenas sur deux types de questions. D'une part, nous devons mener la bataille sur l'illégitimité du gouvernement de Salinas de Gortari et exiger qu'il se retire. C'est un point que Cardenas a soulevé lors d'une mobilisation importante et que nous défendons. D'autre part, nous devons agir ensemble sur une série de questions démocratiques, les salaires, la dette extérieure, l'emploi, les libertés démocratiques, etc. Ce sont là des revendications immédiates et la base minimale pour agir dans le mouvement de masse. C'est la plate-forme d'un accord politique avec Cardenas. Nous verrons si elle peut se traduire dans la pratique. Rien n'est sûr, même si Cardenas a donné son accord.

Mais nous devons combiner cette ligne de construction d'un front politique, avec une présence et une action autonome du parti. Le PRT est maintenant non seulement le seul parti révolutionnaire, mais également le seul parti socialiste au Mexique.

Nous n'avons donc plus la possibilité de faire des fronts politiques avec d'autres courants d'extrême-gauche pour faire pression sur le courant nationaliste bourgeois.

Par contre, nous devons faire un front avec le courant nationaliste, et les militants d'extrême-gauche qui ont rejoint ce parti bourgeois vont s'opposer à un tel front avec nous car pour eux, le PRT est un obstacle.

Ces secteurs sont opposés au maintien d'un parti de gauche indépendant car leur base doute et hésite quant à la politique qu'ils ont choisie. Le PRT, par son existence même, est donc une pression permanente sur eux.

Notre situation est encore compliquée par la nécessité de récupérer notre registre légal (3). Nous avons lancé une campagne d'adhésion au PRT. Nous avons besoin de 65 000 adhérents pour avoir ce registre légal. Non seulement la loi bourgeoise nous impose de récolter ce nombre de signatures, mais les personnes concernées doivent également déclarer qu'elles sont d'accord avec le programme et les statuts du parti.

Nous pensons cependant que c'est possible car le PRT a beaucoup d'influence dans divers secteurs. Par ailleurs, cette campagne est pour nous non seulement une campagne d'adhésion, mais aussi de recrutement.

Le défi pour le PRT est donc d'essayer de construire un parti de dizaines de milliers d'adhérents, pour être une force autonome

3) Le PRT a été crédité officiellement de 0,38% des voix aux élections du 6 juillet 1988 et a perdu son registre légal qu'il avait obtenu grâce aux 1,5% des voix dont il avait été crédité aux élections de 1985.

face au PRD, mais aussi une force politique réelle, capable de faire pression sur le cardénisme dans l'action, sur le terrain.

Le PRT est présent dans le processus de réorganisation du mouvement autonome des masses. Par exemple dans la capitale Mexico, où Cardenas a obtenu 48% des voix aux élections et le PRI seulement 23%, une assemblée parallèle à l'assemblée officielle s'est constituée avec la participation des cardénistes et du PRT, avec l'organisation de comités locaux dans chaque arrondissement. A la réunion d'inauguration de cette assemblée, les deux principaux discours étaient ceux de Cardenas et de Rosario Ibarra.

Le PRT est également présent dans le mouvement paysan et dans le mouvement des bidonvilles. Il participe à la direction de l'Union générale des ouvriers et paysans populaires (UGOCEP).

L'enjeu est l'unification avec toutes les autres organisations paysannes qui se trouvent en dehors de l'UGOCEP et dont une partie sont cardénistes, ce qui pourrait rassembler plus de 2 millions de paysans. Un tel processus unitaire serait à même de faire une pression très forte sur les organisations paysannes liées au pouvoir.

### Le renforcement des structures paysannes

L'intervention spécifique du PRT dans certaines régions du pays et sa politique unitaire ont renforcé l'ensemble des structures paysannes. Dans la région qui se trouve à la frontière de l'Etat de Veracruz et de Oaxaca, par exemple, le PRT dirige une organisation paysanne de 30 à 40 000 paysans. Ce travail acquiert également des dimensions politiques.

8 000 paysans ont participé à une réunion organisée par le PRT pour présenter les membres du comité local du parti. Et il est apparu que ces paysans se considéraient comme membres de ce comité du parti ! Le PRT a donc dû réorganiser ses structures et créer de nombreux comités dans la région.

Autre avantage pour le PRT, c'est le discredit des élections et du système électoral aux yeux d'une partie importante de la population, à cause de la fraude et du non-respect de leur vote par le gouvernement, qui se traduit par une abstention de plus en plus importante.

Lors des dernières élections pour désigner le gouverneur, les maires et députés de l'Etat de Tabasco, le taux d'abstention a atteint 80% ! Mais cela n'est pas le signe d'une dépolitisation, dans la mesure où les manifestations n'ont pas cessé, avant et après ces élections. Or toute la stratégie de Cardenas se base sur la création et l'utilisation de son parti pour participer aux élections. Ce qui laisse un espace politique important pour le PRT. ■

30 décembre 1988

## PORTUGAL

# Le Congrès du Parti communiste

**LE XIIe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE portugais (PCP), qui s'est réuni dans la ville de Porto, du 1er au 4 décembre 1988, a suscité une attention toute particulière, en raison de son contenu assez inhabituel. Ce congrès tranchait en effet avec la routine, car pour une fois, les délégués devaient se prononcer sur des textes essentiels, notamment une proposition de révision du vieux programme de 1965, que l'on croyait inamovible.**

**Mais surtout, pour la première fois dans l'histoire de ce parti, une polémique interne et publique très vive a précédé l'ouverture du Congrès.**

**La crise du PCP est d'autant plus grave et explosive qu'elle éclate sous la double pression du débat international sur les réformes en Union soviétique et d'une période d'agitation sociale qui a engendré des divisions profondes parmi les syndicalistes communistes.**

### Francisco LOUÇA

**D**eux groupes organisés, apparaissant comme des fractions de fait, se sont affrontés à la direction historique du secrétaire général Alvaro Cunhal. "Le Groupe des Six" a été le premier à publier ses positions (1). Six cadres connus du PCP en font partie, notamment un ex-membre du Comité central (CC), un ancien ministre, d'anciens responsables régionaux, un juge à la Cour constitutionnelle qui est aussi un des théoriciens marxistes les plus connus du pays.

Ils présentaient des positions globalement alternatives au texte de la direction pour le congrès, mais ont décidé de ne pas venir à Porto, en dénonçant le manque de démocratie dans la préparation de la discussion. Ils tendent à se marginaliser de plus en plus à l'intérieur du parti.

Le deuxième groupe a été constitué plus tard, et s'appelle "la Troisième voie". Il réunit un nombre très représentatif d'anciens dirigeants étudiants, un député européen qui est toujours en fonction, des syndicalistes, des journalistes, des intellectuels et plusieurs militants ouvriers. Ce groupe a même gagné la majorité dans la réunion du secteur intellectuel de Lisbonne et a obtenu entre 30 et 50 délégués pour le congrès de Porto (théoriquement la base de la représentation est de 1 délégué pour 100 militants). Il s'agit d'un groupe hétérogène, lié par une critique commune du centralisme bureaucratique, mais où cohabitent des positions politiques très différenciées.

Un de ses dirigeants les plus connus, le député européen Barros Moura, a été le premier à défendre une orientation qui s'écartait de la position intransigeante initiale du PCP sur le Marché commun en se montrant plus favorable à l'intégration du Portugal à la Communauté économique européenne (CEE). Cette nouvelle position a été tout de suite reprise par la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), liée au PCP, et finalement par le PCP lui-même. A cette occasion, la direction du PCP a d'ailleurs démontré sa grande capacité à intégrer dans sa ligne les critiques internes les plus droitières.

### Critique de Cunhal

D'autres porte-parole de cette Troisième voie ont, en revanche, développé une critique très intéressante du concept défendu systématiquement par Alvaro Cunhal, selon lequel la révolution portugaise serait un processus qui continuait, sans interruption, depuis 1974-75. Il s'agit évidemment ici d'une question essentielle. Cette position peut sembler radicale et surprenante mais en fait, la direction du PCP substitue aux besoins de l'analyse politique, une logique de forteresse assiégée. En effet, Cunhal nie le fait que nous vivons, aujourd'hui, au Portugal, sous un régime de démocratie bourgeoise et affirme par conséquent que "la continuité de la révolution permet encore notamment, de nouvelles opportunités de

1) Ces textes ont été publiés dans le quotidien *O Jornal*, en janvier 1988. Voir *Inprecor* numéro 264 du 25 avril 1988.

participation à la gestion de l'appareil d'Etat". Il s'agit donc d'éduquer ses militants dans un mélange de réformisme pratique au quotidien et de verbalisme révolutionnaire intransigeant. D'autres prises de position sont apparues dans le contexte de cette crise au sein du PCP, et notamment celle de Zita Seabra, ex-député et principale ancienne responsable de l'Union des étudiants communistes (UEC). Membre jusqu' alors de la Commission politique du CC Seabra a rompu la discipline de la direction du Parti et brisé l'unanimité officielle. Elle a d'abord été expulsée de la Commission politique et ensuite du Comité central, mais pas du parti.

Evidemment la grande question politique derrière tous ces débats, c'est le processus de la *perestroïka* en URSS et les conflits politiques qu'il déclenche. Pour un parti habitué depuis toujours à cultiver l'image du paradis et du frère soviétique, la reconnaissance des crimes de Staline et des contradictions actuelles en URSS provoque un grand choc. De plus, la popularité de Gorbatchev et l'ouverture qu'il propose ont immédiatement permis à toutes les critiques à l'intérieur du PC de s'identifier avec ses positions politiques, en argumentant que l'héritage stalinien était au cœur du fonctionnement bureaucratique du PCP, principal responsable du reflux de son influence. D'ailleurs l'un des arguments pour justifier l'expulsion de Seabra de la Commission politique était qu'elle aurait eu des contacts avec deux citoyens soviétiques qui résident au Portugal.

### Querelle sur la *perestroïka*

L'attitude face à l'Union soviétique a toujours été un test essentiel pour la direction du PCP. La contradiction était d'ailleurs visible durant le congrès lui-même. Vadin Medvedev, le représentant du Kremlin, a présenté un message de conciliation, au début du congrès, valorisant les relations institutionnelles du PC de l'Union soviétique (PCUS), avec le président de la République portugaise et du gouvernement portugais. Le délégué du PC hongrois a présenté aussi une vigoureuse défense de la libéralisation de l'économie et des réformes économiques en cours.

C'est Georges Marchais, secrétaire général du PC français, qui est apparu comme le porte-parole des réserves vis-à-vis de Gorbatchev. Dans son intervention, toute de suite après celle du délégué soviétique, il a souligné que la *perestroïka* était une bonne chose, à condition de s'arrêter aux frontières de l'Union soviétique. Même si Cunhal veut, aujourd'hui, apparaître plus enthousiaste vis-à-vis de la politique de la direction du PCUS, dans les faits il reste dans l'expectative vis-à-vis du développement des réformes et s'aligne sur le bloc PCF - Allemagne de l'Est.

Pendant toute la période préparatoire du Congrès, Alvaro Cunhal a répété dans tous les débats, qu'il n'y avait pas de crise, ni grande ni petite, dans le PCP. La direction a systématiquement tenté de minimiser l'impact des contradictions internes, sans



Alvaro Cunhal secrétaire général du PC (DR)

pourtant beaucoup de succès. Tous les textes importants des groupes d'opposition avaient d'ailleurs été publiés par la grande presse et donc tout à fait accessibles à tous les militants communistes. La machine de l'appareil s'est cependant mise en marche et l'écrasante majorité des 2 000 délégués du congrès, représentant donc théoriquement 200 000 militants, était d'avance acquis à soutenir sans réserve toutes les positions de la direction. Cependant ce fut pour eux une surprise d'assister aux prises de parole des courants critiques et même à des votes avec 50 voix contre, ou des abstentions, lors de l'élection du nouveau Comité central.

Quelques-uns des thèmes soulevés par les oppositions ont été intégrés au document de conclusion du Congrès. Mais la direction s'est surtout efforcée de présenter le concept, de la "démocratie avancée" comme une grande innovation théorique capable de donner un nouveau profil stratégique au Parti. Il est quand même curieux de voir que ce concept qui est une grande découverte de la période eurocommuniste du PC français, à l'époque de l'Union de la gauche en 1972, est, aujourd'hui récupéré par le parti frère portugais qui l'avait très durement critiqué à l'époque.

### La "forteresse assiégée"

Cependant, le débat ouvert au PCP a eu le mérite de remettre en question tous les points essentiels du nouveau programme. La conception étapiste de la révolution qui est à la base du texte sur la démocratie, le concept de la "démocratie avancée" et d'une conquête du pouvoir par des moyens électoraux, sont présentés comme devant se substituer à la lutte pour le pouvoir sur la base de l'action directe des luttes du prolétariat. C'est une situation d'ailleurs contradictoire, puisque nous assistons à un reflux évident et durable de la force électorale des PC.

La lutte contre les monopoles est, au-

jourd'hui, de nouveau valorisée, en faisant abstraction de la nature de classe du régime démocratique bourgeois qui a suivi le 25 avril 1974. On propose l'instauration d'une société nouvelle sans aucune option socialiste et incapable de présenter une réponse au potentiel de mobilisation du mouvement de masse qui s'est révélé pendant la dernière année, notamment au cours de la grève générale de mars 1988 (2). L'opposition à l'entrée dans le Marché commun est abandonnée, au profit d'un débat sur le degré d'efficacité de telle ou telle formule pour peser sur les politiques sectorielle et régionales. Le PCP refuse de se placer sur le terrain de la lutte internationaliste dans le cadre d'une alternative stratégique à la CEE et de l'unification des luttes des travailleurs à l'échelle européenne.

### La fronde syndicale

Tels ont été certains des thèmes débattus lors du congrès de Porto, où les oppositions ont évidemment critiqué les positions officielles. Mais de nouveaux développements plus importants ont également eu lieu et ont constitué l'aspect le plus novateur de la réunion. Pour la première fois dans l'histoire du PCP, certains dirigeants syndicaux et des membres du parti ont ouvertement pris une position critique. Celle qui a été la plus reprise par la presse et la télévision a été l'intervention de José Judas, principal dirigeant de la CGTP, qui a brièvement pris la parole, tout au début du congrès, pour contester le règlement interne imposé par la direction sortante et pour proposer l'élection du nouveau Comité central par vote à bulletin secret.

Cela a été considéré par tous les opposants comme une façon de permettre au congrès d'exprimer ses réels sentiments sur le choix d'une nouvelle direction et la perpétuation ou non du noyau le plus ancien de la direction historique. Cette proposition a été immédiatement rejetée, mais reste très importante. Judas est ainsi apparu clairement aux côtés des critiques émanant de la Troisième voie et comme porte-parole de la proposition qui a été la plus combattue par la direction Cunhal.

Du point de vue social et institutionnel, cette prise de position du principal dirigeant syndical en faveur des courants d'opposition, sera d'un très grand poids dans les futurs débats au sein du parti et prouve qu'une partie de ses cadres est sensible à l'expérience concrète et à la pression du mouvement de masse. En fait, le conflit interne du PCP était déjà apparu dans la centrale syndicale elle-même, lorsque les dirigeants communistes s'étaient divisés au moment de la lutte contre la proposition gouvernementale d'une réforme du code du travail. Une partie des dirigeants de la CGTP étaient favorables à la convocation d'une grève générale avec la centrale syndicale socialiste, l'Union générale des travailleurs (UGT), et s'est affrontée à d'autres dirigeants communistes qui maintenaient

2) Voir également *Inprecor* numéro 264 du 25 avril 1988.

la position sectaire traditionnelle de refus de tout contact avec l'UGT.

Le courant le plus ouvert à l'unité d'action a été capable d'imposer son point de vue, ce qui a permis à la CGTP de soutenir la convocation par l'UGT, d'une grève générale contre le gouvernement. Consciente de la division profonde des luttes ouvrières, Judas et d'autres dirigeants communistes ont essayé de créer systématiquement de nouvelles formes d'appel à la grève, notamment de grandes assemblées unitaires dans les entreprises. Cette expérience a sans doute pesé dans la discussion ultérieure du congrès de Porto.

Il est également significatif que le dirigeant communiste qui est sorti de ce congrès comme le numéro deux incontestable du parti soit Domingos Acrantes, qui a été le responsable syndical et principal défenseur, du courant le plus sectaire parmi les syndicalistes communistes.

Dans ce sens, le débat et la crise actuelle du PCP ont un point de départ qui est sans doute différent de la crise du PC français. Après une première vague de contestation qui était centrée avant tout sur les méthodes anti-démocratiques de débat et de direction, ce sont les problèmes stratégiques réels qui sont venus sur le devant de la scène et ont été discutés sous la pression de la nécessité d'un choix politique d'orientation pour le mouvement de masse et avant tout pour les syndicats. La question est d'autant plus urgente qu'une nouvelle grève générale est en préparation pour le premier trimestre de l'année 1989.

### Evolution contradictoire

Malgré son affaiblissement, le PC garde le noyau essentiel de son contrôle social, la CGTP, et son influence dans la zone de la réforme agraire. Sa marge de manœuvre s'est cependant réduite et il a des difficultés croissantes pour éviter l'isolement et un recul important de ses effectifs. La situation est telle qu'aujourd'hui, par exemple, la grande majorité de l'organisation régionale de Lisbonne, la plus importante du parti, a une moyenne d'âge de plus de 50 ans !

Réaffirmer la continuité de sa direction et de sa politique est donc apparu au Congrès comme la meilleure forme de réponse à la crise actuelle et future. Cette attitude n'est d'ailleurs pas incompatible avec des initiatives novatrices, même dans le domaine des relations unitaires avec d'autres organisations. Par exemple, lors de la séance de clôture du congrès du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section portugaise de la IVE Internationale, le représentant du PCP, un membre du CC, s'est laissé photographier par la presse quotidienne, en compagnie d'Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), et a même déclaré aux journaux qu'il trouvait incompréhensible qu'une discussion semblable à ce niveau ne soit pas possible à Paris, entre la LCR et le PC français... ■

6 janvier 1989

# EN BREF...



## PORTUGAL

### Congrès du PSR

LE PARTI SOCIALISTE révolutionnaire (PSR), section portugaise de la IVE Internationale a réuni son 6e Congrès national les 26 et 27 novembre 1988. A l'ordre du jour étaient inscrits la situation politique, la préparation d'une campagne anti-militariste au niveau de la jeunesse, et enfin un plan d'organisation et un calendrier concret de travail. Les thèses politiques et la résolution sur l'organisation ont été approuvées à l'unanimité, par contre le texte sur la politique anti-militariste (il s'agissait de la modification de la position traditionnelle du PSR et de la défense du mot d'ordre central "Non à l'armée" comme rejet global du militarisme) a été critiqué par une partie des délégués pour être finalement approuvé avec 80% des voix, 10% de contre et 10% d'abstentions.

Quelques jours plus tard, profitant de la célébration du quinzième anniversaire de la fondation de la Ligue communiste internationaliste (LCI), organisation qui est à l'origine du PSR, une conférence publique s'est tenue à Lisbonne, pour faire connaître les résultats du congrès. Au cours de cette journée anniversaire, le PSR a également organisé un débat sur l'évolution de l'Union soviétique qui a été ouvert par une intervention d'Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) française, en présence d'environ 200 personnes.

Le PCP était représenté par un membre du Comité central et le Parti vert avait envoyé son député. D'autres organisations de gauche étaient également présentes, ainsi que des syndicalistes, d'anciens officiers du Mouvement des forces armées (MFA, regroupement politico-militaire qui a fait le coup d'Etat, à l'origine de la "Révolution des œillets" de 1974, comprenant des positions politiques diverses, nldr) et des militants d'autres courants. Un message a été lu de Natercia Campos, candidat du PSR aux dernières élections législatives, actuellement en prison pour 13 ans, sous l'accusation d'appartenir à la même organisation "terroriste" que Otelo Saraiva de Carvalho. Le lieutenant-colonel Otelo de Carvalho, qui a été l'un des stratèges de la "Révolution des œillets" de 1974, avait été condamné à 15 ans de prison en décembre 1986, sous l'accusation d'être l'un des "principaux res-

pensables" de l'organisation clandestine de gauche Forces populaires — 25 avril (FP-25) qui aurait commis 12 assassinats et une vingtaine d'attentats depuis sa création en 1980. Carvalho qui a toujours nié ces accusations, a lui-même envoyé au rassemblement du PSR, de la prison militaire de Tumari où il est toujours détenu, un chaleureux message, dont nous publions des extraits. ■

### Message d'Otelo Carvalho au PSR

Camarades,

Le PSR tient son 6e congrès et commémore le 15e anniversaire de sa fondation. A cette occasion, c'est un vrai plaisir pour moi de féliciter très vivement tous les militants et dirigeants du parti, en envoyant à tous l'expression de ma chaleureuse fraternité.

Il est très commun de dire que la gauche portugaise doit trouver de nouveaux chemins, de nouvelles formes d'expression, un nouveau langage qui soient les produits de l'intelligence et des valeurs morales que nous défendons, ainsi que des principes pour lesquels la gauche se bat. En ce sens, je crois que le PSR est le parti qui va le plus dans le sens des perspectives de changement au sein de cette sphère idéologique qui est aujourd'hui dispersée, divisée, fragmentée.

Nous avons vu de magnifiques exemples de ce que je viens de dire dans la continuité des interventions de ses candidats au cours des dernières campagnes électorales, jusqu'aux textes qui sont publiés dans cet excellent journal qu'est *Combate*, sans doute le meilleur journal de gauche qui soit édité régulièrement dans notre pays. Vacciné contre ce terrible poison du sectarisme qui a détruit tous les projets qu'il était possible de réaliser en commun dans le cadre de cette gauche non-alignée et révolutionnaire, le PSR est resté ouvert également aux débats d'idées, respectant celles des autres, sans cesser de se battre pour les siennes.

Je souhaite au PSR de conquérir une place importante parmi les partis politiques et à ses jeunes dirigeants un rôle important sur la scène politique nationale.

A tous, militants et dirigeants du PSR, j'exprime mes remerciements pour l'action sérieuse et les pressions tenaces qu'ils ont développées dans la lutte pour ma libéra-

tion et celle de mes compagnons et pour trouver une solution politique correcte et juste dans la situation que nous vivons et qui viole gravement le droit de dizaines de Portugais à ce bien fondamental qu'est la liberté. ■

16 décembre 1988  
Otelô Saraiva de Carvalho.

## AFRIQUE DU SUD

### Mayekiso libéré

APRES PLUS DE DEUX ANNEES passées en prison, le syndicaliste Moses Mayekiso et ses co-accusés, Paul Tshabalala, Richard Mdakane, Obed Bapela et Mzwanele Mayekiso (son frère cadet), ont été libérés sous caution le 12 décembre 1988.

Mayekiso, ancien mineur, puis ouvrier à l'usine d'automobile de Toyota, avait organisé le Syndicat des métallurgistes et travailleurs assimilés (MAWU). Il fut le représentant du MAWU lors des discussions pour l'unité syndicale qui conduit à la formation du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU). Par la suite, le Syndicat des travailleurs de la métallurgie (NUMSA), second syndicat en importance du COSATU, élut Mayekiso comme secrétaire général en son absence.

Mayekiso a joué un rôle important dans les luttes au township d'Alexandra, après la grève générale du Transvaal de septembre 1984 et également lors de la "guerre des six jours", en février 1985. Il fut arrêté et torturé plusieurs fois.

Sa dernière arrestation remonte au 12 juin 1986, à son retour de Suède. Il fut détenu sans charges jusqu'à la fin de cette année, par la suite, il fut inculpé par la Cour suprême de Johannesburg de "trahison" puis de "subversion" et de "sédition", et risquait la peine de mort.

Il était accusé d'avoir rendu ingouvernables les quartiers résidentiels d'Alexandra en "établissant des organes de pouvoir populaire", en organisant les habitants, en lançant un "boycott des loyers" etc.

Sa libération est donc une victoire pour tous ceux qui se sont impliqués dans l'importante campagne de solidarité internationale qui s'est organisée pour exiger cette libération. Mais sa remise en liberté sous caution est assujettie à des conditions draconiennes. Le Cour suprême qui a décidé d'ajourner son procès jusqu'en février 1989, lui a interdit, ainsi qu'à ses co-accusés, d'entrer ou de séjourner dans le township d'Alexandra ; de tenir des réunions ou rassemblements avec plus de 10 personnes ; de donner une quelconque interview à la presse ou de tenir une conférence de presse ; de quitter la région de Witwatersrand sans autorisation de l'officier chargé de l'enquête sur leur cas. Par ailleurs, les 5 devront se présenter tous les jours à la station de police de la ville de Hillbrow où ils sont assignés à résidence.

En revanche, le 8 décembre 1988, le plus long procès de l'histoire de l'Afrique du Sud, s'est terminé trois ans après avoir commencé à la Cour suprême de Pretoria. 4 dirigeants du Front démocratique uni (UDF) ont été condamnés : 12 ans de prison pour Patrick Lekota, secrétaire général de l'UDF, 10 ans de prison pour Popo Molefe, secrétaire aux relations publiques et Moss Chikane, secrétaire du Transvaal, 6 ans de prison pour Thomas Manthata. 7 autres militants anti-apartheid furent condamnés à des peines plus légères, 11 ont été relâchés. Ils risquaient tous la peine de mort.

Les militants inculpés étaient accusés d'avoir participé aux actions de protestation organisées en septembre 1984 à Vaal, dans le triangle à l'est de Johannesburg. ■

## TURQUIE

### Saisie de *Yeniyo*

EN ANNONCANT la parution de *Yeniyo* (Cours nouveau), le nouveau mensuel des marxistes-révolutionnaires de Turquie (*Inprecor* numéro 276 du 14 novembre 1988), nous avons précisé que "la situation de la presse progressiste en Turquie restait précaire, malgré des possibilités d'intervention légale accrues et une ouverture, certes limitée".

Ces craintes se sont malheureusement confirmées assez rapidement et le 4<sup>e</sup> numéro, de décembre 1988, de *Yeniyo* a été saisi pour "propagande communiste", à cause d'un éditorial portant sur la nécessité de l'indépendance de classe dans le mouvement syndical et de la reproduction d'un article de Léon Trotsky sur les syndicats. Une procédure judiciaire est en cours et peut priver *Yeniyo* de l'autorisation de paraître. Son éditeur responsable risque également d'être poursuivi. ■

## ISRAEL

### Aidez les *refuzniks*

ALORS QUE L'INTIFADA entre dans sa seconde année, le nombre de réservistes israéliens qui refusent de remplir leurs obligations militaires augmente de jour en jour.

Le sergent réserviste David Golan (36 ans) a été emprisonné pendant 28 jours, pour avoir refusé de servir dans la bande de Gaza. Lors de son procès, il a déclaré : "Je suis un descendant du peuple juif qui s'est battu durant toute son histoire pour son droit à l'indépendance. J'estime que moralement, je n'ai pas le droit de dénier aux autres la dignité et l'indépendance que je réclame pour moi-même. Ne faites pas aux autres, ce que vous ne voudriez pas qu'on fasse à vous. Je ne souhaite pas être utilisé pour des tâches de répression ou pour causer des dommages physiques à quelqu'un qui lutte pour sa dignité. Je crois fermement au droit des Palestiniens à vivre dignement, tout comme nous." ■

Les parents de Golan, 36 ans, marié, père d'une fillette d'un an, ont tout deux survécu au camp d'extermination d'Auschwitz. Golan, qui vit à Jérusalem est licencié en philosophie et éducation, avec mention, de l'Université juive. Il a fait ses trois ans de service militaire obligatoires dans la marine où il a participé à la guerre du Yom Kippour en 1973, et s'est engagé volontairement pour une année supplémentaire.

Un autre *refuznik*, Dudu Palma, 39 ans, du Kibboutz de Kfar Hanassi, a été condamné à 35 jours de prison, dont 21 avec sursis, à la suite de sa troisième interpellation pour refus de service sélectif. Il avait déjà été condamné à 28 jours au début de l'année. Palma, père de 4 enfants, est également un fils de survivants de l'Holocauste. Il est rédacteur du magazine littéraire *Shdemot*, et auteur d'une pièce sur Hanna Senesh, une héroïne juive de la seconde guerre mondiale, qui a été jouée au festival de Théâtre d'Acre, en 1986.

Palma était parachutiste-réserviste, avait pris part à la guerre du Liban et participé aux batailles de Sidon et de Beyrouth. De nouveau en poste au Liban en 1983, il refusa de servir et fut condamné à 35 jours de prison.

Il déclara : "Me sentant responsable du futur de la démocratie en Israël, je ne pouvais plus participer à des actes anti-démocratiques, à la limite du crime de guerre. Dès lors, j'avais le choix entre rejoindre le troupeau (comme les hommes-devenus-bêtes dans la pièce anti-fasciste d'Ionesco, "Rhinocéros") ou protester... Il est incroyable qu'un peuple qui a récemment conquis sa propre indépendance politique puisse si facilement la dénier à un autre peuple. Mais en ce moment, je suis persuadé de servir notre fragile démocratie qui est au bord du précipice et menacée par la montée du nationalisme et de l'intégrisme khomyniste".

Avec Golan et Palma, le nombre de membres de Yesh Gvul ("Il y a une limite") emprisonnés depuis le début de l'*Intifada*, atteint la cinquantaine. Cependant, bon nombre de commandants étant peu enclins à poursuivre les *refuzniks*, leur nombre total est certainement plus élevé, sans doute plusieurs centaines.

Yesh Gvul mène une campagne pour faire connaître ces protestations à l'opinion publique israélienne et internationale. Il apporte également une modeste aide financière aux familles des *refuzniks*, pour qu'elles puissent leur rendre visite en prison. Yesh Gvul tente de faire "adopter" des *refuzniks* par des sympathisants d'autres pays pour qu'ils soutiennent leurs familles et aident Yesh Gvul dans sa campagne d'information. ■

Pour plus de renseignements,  
contactez Yesh Gvul  
P.O.B. 91 068,  
Jérusalem 6953,  
Israël.

# Un militant du PRT enlevé

**A Amnesty international  
A toutes les organisations de  
défense des droits de l'Homme  
A toutes les organisations  
politiques et syndicales  
du Mexique et du monde**

**L**E CAMARADE José Ramon Garcia Gomez, ancien candidat à la mairie de la ville de Cuautla, dans l'Etat de Morelos, organisateur des Comités de défense de la volonté populaire, créés après le 6 juillet 1988 et dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) dans l'Etat de Morelos, a été enlevé, le vendredi 16 décembre 1988, à 17 heures,

L'enlèvement s'est produit alors qu'il sortait de chez lui, rue Privada de las Palmas, numéro 56, Colonia San José, pour se rendre à une réunion du Front cardéniste de Morelos, dans le centre ville.

Il voyageait seul dans une automobile de marque Volkswagen, modèle 1976 de couleur noire, immatriculée UPW 272 dans l'Etat de Quintana Roo.

Le jour de son enlèvement, son domicile personnel a été surveillé durant toute la matinée par six agents en civils, répartis en deux automobiles, une Ford Fairmont et une Volkswagen, toutes deux blanches et sans plaque d'immatriculation. Les policiers avaient passé la matinée à interroger les voisins sur la vie personnelle et familiale du camarade enlevé.

Nous savons aussi, par des déclarations de la police locale, que d'autres détentions illicites du même type ont eu lieu sur ordre du secrétariat à l'Intérieur du gouvernement (équivalent du ministère de l'Intérieur, ndlr). Aucune procédure judiciaire n'est en cours, aujourd'hui, contre le camarade. Il n'a commis aucun délit. A moins que l'on ne considère comme tel son activité politique contre la fraude électorale.

Pour notre part, nous nous sommes entretenus avec le ministre de l'Intérieur du pays et avec le gouverneur de l'Etat de Morelos qui, l'un comme l'autre, nient avoir connaissance de ces faits, nient l'avoir détenu. Par contre, ils assurent étrangement avoir eu connaissance du fait, qu'au moment de son enlèvement, le camarade disparu se rendait à une réunion dans un autre Etat de la République, l'Etat de Guerrero, à Atoyac, connu comme étant un centre d'activité de groupes de guérilleros.

Nous réfutons cette affirmation policière qui ne vise qu'à couvrir l'enlèvement et à justifier une répression brutale contre notre camarade dirigeant.

Nous informons qu'en ce moment-même, face à la gravité des faits que nous dénonçons, nous sommes en train de demander auprès de la Chambre des députés de

**JOSE RAMON GARCIA GOMEZ, dirigeant dans l'Etat de Morelos, du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) a été enlevé à son domicile le 16 décembre 1988.**

**Sa femme et ses camarades ont lancé un appel à l'opinion publique mexicaine et internationale pour sa réapparition en vie. Cuauhtemoc Cardenas et Rosario Ibarra de Piedra, tous deux candidats aux élections présidentielles de juillet 1988, Monseigneur Mendes Arceo, évêque de Cuernavaca, ainsi que de nombreux députés fédéraux et des milliers de travailleurs et jeunes du Mexique l'ont déjà signé.**

la nation, que soit constituée une commission d'enquête sur ces graves événements.

Nous exigeons du gouvernement de Salinas de Gortari la libération immédiate et la réapparition en vie de notre camarade.

C'est pourquoi nous nous adressons à la communauté internationale pour demander sa solidarité immédiate avec notre cause qui est la défense pleine et entière des droits de l'Homme au Mexique, pour que soient organisées des démonstrations et des campagnes de solidarité devant toutes les ambassades du gouvernement mexicain à l'étranger, avec rassemblements et envois de télégrammes à Salinas de Gortari, pour que notre camarade J. R. Garcia Gomez réapparaisse sain et sauf et soit immédiatement remis en liberté. ■

#### Signatures :

**Ana Santander de Garcia,  
épouse ;  
Raul Quijada, PRT de Cuautla,  
Etat de Morelos.  
Pour tous renseignements et  
correspondance :  
Victoria Melgar Oberschmidt  
7 Av. Berlioz - 29  
93270 Sevran FRANCE  
Tel (33-1) 43 85 84 71**

**L**A REACTION à la disparition de José Ramon Garcia a été immédiate, massive et multiple, à l'image de la puissance du mouvement populaire de Morelos. Des manifestations simultanées ont eu lieu le 18 décembre, à Cuautla et Cuernavaca, la capitale de l'Etat de Morelos. Du 19 au 23 décembre, les autres dirigeants du mouvement populaire ont fait la grève de la faim. Les membres du Comité de base de l'Eglise ont envoyé une pétition à l'évêque de Cuernavaca pour qu'il intervienne.

Un rassemblement populaire, présidé par Ana Santander de Garcia, sa femme, Cuauhtemoc Cardenas et Rosario Ibarra, tous deux candidats à la présidence de la République, a réuni 4 000 personnes le 24 décembre, pour exiger sa libération immédiate. Dans les jours qui ont suivi, les militants du PRT à Cuernavaca, ont été harcelés par la police qui voulait les forcer à cesser leurs activités et les locaux du PRT à Cuernavaca ont été saccagés, tout le matériel de propagande de la campagne sur Ramon Garcia a été détruit.

A Mexico, le PRT a interpellé les députés. 4 fractions parlementaires ont présenté une motion à la Chambre pour demander que la Commission des droits de l'Homme du Parlement prenne l'affaire en charge. Cette Commission a envoyé des lettres au secrétariat de l'Intérieur et au gouverneur de Morelos pour exiger une enquête. Devant la pression des forces populaire, le 29 décembre, le secrétaire à l'Intérieur a convoqué le Gouverneur de Morelos et le Procureur général fédéral. Le lendemain, le Gouverneur a nommé un inspecteur spécial pour enquêter sur cette affaire.

Des centaines de militants de syndicats, d'organisations de masse, de partis politiques de gauche ou d'organisations d'Indiens "disparaissent" chaque année au Mexique et dans les autres pays d'Amérique latine. On recense actuellement près de 800 disparus au Mexique.

Pour exiger la réapparition en vie de José Ramon, des télégrammes doivent être immédiatement envoyés à :

**- Carlos Salinas de Gortari,  
Presidente Constitucional  
Estados Unidos Mexicanos,  
Palacio Nacional,  
Mexico, D.F., Mexique ;  
- Fernando Gutierrez Barrios,  
Secretario de Gobernacion, Bucareli  
99, Mexico, D.F., Mexique ;  
- Antonio Riva Palacio Lopez,  
Gobernador Constitucional  
Estado de Morelos,  
Palacio de Gobierno, Cuernavaca,  
Morelos, Mexique.**